



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

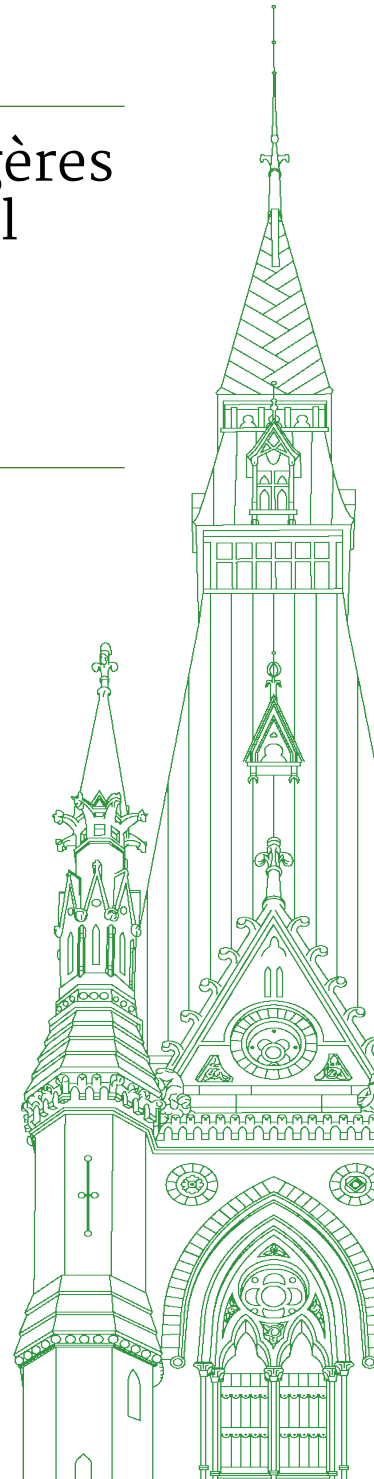
Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 031

Le mardi 21 avril 2026

Président : Ahmed Hussen



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 21 avril 2026

• (1540)

[Traduction]

Le président (L'hon. Ahmed Hussien (York-Sud—Weston—Etobicoke, Lib.)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la 31^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le jeudi 12 février 2026, le Comité se réunit pour effectuer la révision de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique.

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à nos témoins. Pour la première heure, nous accueillons, à titre personnel, Kai Ostwald, professeur agrégé à l'Institut de recherche asiatique de l'Université de la Colombie-Britannique, et Ari Van Assche, professeur titulaire au Département d'affaires internationales, à HEC Montréal, qui se joint à nous par vidéoconférence.

Vous disposerez d'un maximum de cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire, après quoi nous passerons aux séries de questions.

J'invite M. Kai Ostwald à faire sa déclaration préliminaire.

[Français]

Kai Ostwald (professeur agrégé, Institut de recherche asiatique, Université de la Colombie-Britannique, à titre personnel): Merci, monsieur le président.

Je remercie les membres du Comité de l'invitation.

[Traduction]

Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui.

J'aimerais commencer par trois observations et souligner quelques implications de la révision de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique.

Pour commencer, la version actuelle de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique énonce un certain nombre de faits qui sont exacts. La région indo-pacifique, l'Asie, est déjà l'épicentre mondial du dynamisme économique à bien des égards. Si les tendances se maintiennent, cela n'ira qu'en augmentant au cours de la prochaine génération. Elle est aussi au cœur des défis géopolitiques mondiaux, en raison de la montée de certaines puissances et, bien sûr, parce qu'elle abrite de nombreux points chauds en matière de sécurité.

Toutes ces choses se répercutent profondément sur les intérêts canadiens, si bien qu'il me semble très juste de nous mobiliser pour

accorder en priorité l'attention et les ressources nécessaires pour positionner le Canada de manière à pouvoir relever les défis de la prochaine génération. J'ajouterais que les perturbations attribuables aux États-Unis rendent d'autant plus urgentes bon nombre des choses qu'on réclame dans la Stratégie pour l'Indo-Pacifique.

Depuis son lancement, la Stratégie pour l'Indo-Pacifique a produit un certain nombre de résultats positifs. La présence du Canada dans la région s'est accrue de plusieurs façons. Premièrement, il y a les visites de haut niveau du premier ministre et des ministres. Les délégations commerciales ont également le vent en poupe et contribuent à mieux faire connaître ce que le Canada a à offrir à la région. Il est clair que les liens interpersonnels se sont également approfondis.

En ce qui concerne l'architecture commerciale, il y a un certain nombre d'avancées qui s'observent. L'accord Canada-Indonésie en fait partie. Les progrès réalisés en vue d'un accord de libre-échange entre le Canada et l'ANASE, et les discussions avec les Philippines et la Thaïlande sont autant d'avancées importantes qui méritent d'être soulignées.

Sur le plan de la sécurité, la coopération s'est intensifiée. Il y a une plus grande présence canadienne dans la région sous forme de cybercollaboration ou de présence navale. Il y a aussi un certain nombre de choses qui ont changé la donne. La collaboration avec les Philippines en matière de détection des navires clandestins a vraiment fait croître la présence du Canada dans la région et la bonne volonté à l'égard du Canada.

• (1545)

S'il y a un aspect positif aux perturbations causées par Trump, c'est qu'il y a maintenant plus d'intérêt à tisser des liens avec le Canada que je n'en ai jamais vu depuis le début de ma carrière. Il y a de nombreuses dimensions à cela. Je pense qu'il s'agit d'une occasion unique, et d'un moment unique aussi, mais il faut relativiser et faire une évaluation réaliste des aspects positifs et de la situation générale du Canada.

De mon point de vue, le Canada a sous-investi en Asie et dans la région indo-pacifique pendant des décennies. Il a tardé à se doter d'une stratégie à l'égard de l'Asie, contrairement à bon nombre de ses homologues. Je pense que cela a placé le Canada en déficit considérable sur trois plans vis-à-vis l'Indo-Pacifique.

Le premier est un déficit de capacités et de connaissances. L'Indo-Pacifique est une région très complexe, comme nous le savons tous. Je ne pense pas que nous ayons suffisamment de connaissances, d'expérience, d'expertise ou de compétences linguistiques dans les secteurs clés du Canada, dans le secteur privé comme dans de grands pans du secteur public, pour tirer efficacement parti des possibilités qui s'offrent au Canada. C'est anecdotique, mais l'Université de la Colombie-Britannique, où je suis professeur, est sans doute l'université la plus orientée vers l'Asie au Canada, mais elle n'offre aucun cours en langue étrangère de l'Asie du Sud-Est depuis plus de dix ans.

Deuxièmement, je pense que le Canada a un déficit de réseaux. Pour réaliser des choses dans la région indo-pacifique, il faut des liens personnels et de la confiance. Cette période de sous-investissement a affaibli les réseaux canadiens sur le terrain, en Asie, plus que ceux de nombreux autres pays. Pour rectifier le tir, il faut un engagement soutenu.

Troisièmement, je dirais que le Canada doit également s'attaquer à un déficit de réputation en Asie. Le Canada a longtemps été perçu comme un ami des beaux jours, dans une certaine mesure, il était présent dans la région et y menait des activités, mais était porté à reculer au gré des fluctuations dans la dynamique politique au Canada. Cela a une grande incidence sur notre stratégie pour l'Indo-Pacifique et sa mise à jour.

Tout d'abord, de mon point de vue, le Canada est, par sa population, un pays relativement petit qui a un géant comme voisin au sud, qui occupera toujours une bonne partie de notre bande passante. La pression exercée pour augmenter les dépenses en défense est telle qu'il y aura plus de concurrence pour des ressources limitées. Bref, si le Canada veut relever le défi générationnel que représente la montée de l'Indo-Pacifique et de l'Asie, la région doit devenir une véritable priorité pour lui, et il doit lui accorder de l'attention et des ressources en conséquence s'il ne veut pas risquer de prendre plus de retard encore.

Les attentes doivent être bien calibrées. Bien sûr, il faut s'attendre à des progrès d'ici un, deux ou trois ans, mais le défi qui se dresse devant nous est de nature générationnelle. Nous verrons plus de progrès en blocs de 5 ou 10 ans qu'en blocs d'un ou deux ans.

Ensuite, parmi les cinq piliers énoncés dans la Stratégie pour l'Indo-Pacifique originale, il est très clair que le commerce et la sécurité sont devenus les plus importants. C'est peut-être justifié, mais là encore, pour ces deux piliers, la mise en œuvre nécessite des ressources humaines adéquates et des réseaux solides. Or, il n'est pas possible de construire tout cela sans investir dans les relations interpersonnelles, une présence diplomatique, et une série d'autres choses qui vont au-delà de la sécurité et du commerce...

Le président: Je dois vous interrompre. Nous avons largement dépassé le temps imparti. Je vous remercie de votre déclaration.

J'invite maintenant M. Ari Van Assche à faire une déclaration préliminaire d'un maximum de cinq minutes, s'il vous plaît.

[Français]

Ari Van Assche (professeur titulaire, Département d'affaires internationales, HEC Montréal, à titre personnel): Monsieur le président, chers membres du Comité, je vous remercie beaucoup de l'invitation à contribuer à votre examen de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique.

• (1550)

Je prononcerai mon discours d'introduction en anglais. Par la suite, je me ferai un plaisir de vous répondre en anglais ou en français.

[Traduction]

Le message principal que je souhaite vous transmettre cet après-midi est simple. Depuis le lancement de la stratégie en 2022, le contexte géopolitique mondial a beaucoup évolué. Aujourd'hui, la résilience de l'économie canadienne dépend plus que jamais de sa capacité à réduire sa trop grande dépendance à l'égard des grandes puissances économiques, en particulier la Chine et les États-Unis, au moyen d'une diversification commerciale délibérée et stratégique. La stratégie pour l'Indo-Pacifique peut jouer un rôle déterminant dans la réalisation de cet objectif, mais elle doit être déployée de manière plus délibérée et plus affirmée en tant qu'instrument de stratégie économique.

Soyons clairs. Il ne s'agit pas de minimiser les premières réalisations qui ont découlé de la stratégie. Au cours des quatre dernières années, le Canada a considérablement renforcé sa présence commerciale et ses investissements dans la région économique la plus dynamique du monde grâce à une présence diplomatique élargie, à la signature de nouveaux accords commerciaux et à des engagements politiques approfondis.

Malgré ces avancées, la stratégie pourrait être renforcée par une définition plus précise et plus rigoureuse des résultats qu'elle vise à atteindre sur le plan des intérêts nationaux — une définition qui cadrerait davantage avec la stratégie de diversification commerciale du Canada et ses grandes priorités en matière de sécurité économique. À mon sens, si nous voulons avancer dans cette direction, trois changements fondamentaux s'imposent dans notre façon de voir les choses.

Premièrement, il nous faut passer de l'expansion des exportations au positionnement dans la chaîne de valeur. Plutôt que de considérer la croissance des exportations vers la région indo-pacifique comme une fin en soi, la stratégie devrait viser à garantir des positions plus résilientes et ancrées au sein des chaînes de valeur mondiales. L'objectif n'est pas simplement d'exporter davantage, mais de réduire la dépendance du Canada tant du côté des importations que de celui des exportations. Pour ce faire, il faut se poser des questions plus ciblées. Quelles dépendances commerciales exposent le Canada aux plus grands risques pour sa sécurité économique? Comment un engagement plus ciblé du Canada dans l'Indo-Pacifique peut-il contribuer à renforcer sa résilience dans les chaînes de valeur?

Deuxièmement, il s'agit de passer d'une approche globale à une approche sectorielle ciblée. Plutôt que de miser de manière égale sur tous les secteurs, la stratégie devrait cibler en priorité ceux qui sont essentiels à la sécurité économique du Canada. Tous les secteurs ne présentent pas les mêmes risques pour la sécurité économique. Des industries comme celles de la défense, des produits pharmaceutiques et des semi-conducteurs sont bien plus exposées à des perturbations et à des pressions que des secteurs non stratégiques comme celui des lumières de Noël. Elles nécessitent donc une intervention de l'État plus coordonnée. Il faut donc adopter une politique industrielle plus sélective dans le cadre de la stratégie pour l'Indo-Pacifique, ce qui soulève deux questions. Quels secteurs le Canada devrait-il désigner comme étant stratégiques, et comment tirer parti de l'initiative d'engagement auprès de l'Indo-Pacifique pour renforcer les capacités nationales et la collaboration internationale dans ces secteurs?

Troisièmement, on doit passer d'un engagement régional diffus à l'établissement de partenariats stratégiques ciblés. Plutôt que de considérer l'Indo-Pacifique comme une région homogène, la stratégie devrait viser à établir des partenariats plus étroits avec un nombre restreint de pays qui cadrent le mieux avec les objectifs de sécurité économique du Canada.

Tous les partenaires n'offrent pas le même niveau de fiabilité ni la même complémentarité stratégique. Des pays comme le Japon, la Corée du Sud, l'Inde et les principaux membres de l'ANASE apportent chacun des atouts distincts dans des domaines comme les minéraux essentiels, la fabrication de pointe et les technologies propres. Les partenariats devraient donc être adaptés, axés sur des secteurs précis et hiérarchisés de manière stratégique. Là encore, deux questions se posent. Quels partenaires sont les mieux placés pour appuyer les objectifs du Canada dans des secteurs stratégiques et comment pouvons-nous approfondir nos relations avec eux afin d'établir des liens économiques solides et résilients?

Permettez-moi de conclure brièvement en parlant de la mise en œuvre. Dans des travaux récents, j'ai proposé un cadre composé de cinq mesures simples pour que de tels changements soient mis en pratique. Premièrement, poursuivre les efforts visant à élargir les échanges commerciaux dans des secteurs non stratégiques. Deuxièmement, se prémunir contre les goulots d'étranglement dans des secteurs stratégiques. Troisièmement, promouvoir des atouts nationaux dans des secteurs que d'autres pays jugent stratégiques. Quatrièmement, établir des partenariats avec des alliés de confiance de la région indo-pacifique afin de renforcer notre sécurité économique commune. Cinquièmement, déterminer les risques émergents grâce à un renseignement économique fiable.

En conclusion, dans le cadre du réexamen de la stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, il faut adopter une approche qui soit davantage axée sur la sécurité — une stratégie pangouvernementale qui allie diversification commerciale vers la région indo-pacifique et objectifs de sécurité économique et de politique industrielle.

[Français]

Merci.

C'est avec plaisir que je répondrai à vos questions.

Le président: Merci beaucoup de votre déclaration.

[Traduction]

Je vais maintenant inviter les députés à poser leurs questions, en commençant par le député Ziad Aboultaif.

Vous disposez de six minutes.

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins. Monsieur Ostwald, monsieur Van Assche, vous avez tous les deux souligné certains éléments essentiels quant à l'étude et à ce que nous devons faire.

Monsieur Ostwald, vous avez parlé des déficits qu'a le Canada. Vous avez parlé d'un déficit de capacités et de connaissances, puis de réseaux et de réputation. Je fais partie des députés qui sont conscients des déficits dont souffre notre pays sur le plan commercial, non seulement par rapport à la région indo-pacifique, mais aussi de manière générale, en raison de l'expérience que j'ai acquise avant de me lancer en politique.

J'ai une question à vous poser à tous les deux, juste pour m'assurer que j'ai bien compris. Nous devons nous concentrer sur le marché que nous visons. Il ne doit pas nécessairement s'agir uniquement de la Chine, la plus grande économie de la région indo-pacifique. Nous devons également déterminer quels produits nous pouvons proposer sur ces marchés, car nous accusons un retard considérable dans l'accès à ceux-ci. Nous devons commencer quelque part, ne serait-ce que pour nous donner un peu de marge de manœuvre jusqu'à ce que nous soyons prêts. Ensuite, nous devons déterminer comment nous pouvons nous préparer, afin de nous assurer que nous disposons des produits nécessaires pour les lancer sur les marchés choisis.

Pour ce faire, comment évaluez-vous la situation au Canada quant à notre état de préparation et sur quels secteurs devons-nous miser? Par exemple, devons-nous nous concentrer sur le pétrole et le gaz, sur les secteurs de l'énergie, pour lesquels la demande est forte? Comment pouvons-nous y parvenir quand nous savons que d'autres marchés ont une longueur d'avance sur nous, que la concurrence nous devance et que nous ne sommes pas prêts? Essentiellement, nous nous sommes mis dans une situation où nous ne sommes pas prêts à approvisionner ces marchés.

• (1555)

Kai Ostwald: M. Van Assche et moi semblons nous entendre sur l'idée qu'il est important que le Canada adopte une approche stratégique lorsqu'il s'agit d'orienter ses ressources et son attention. Il faut donc se concentrer sur certains secteurs et certaines occasions en particulier. J'ajouterais qu'outre les exportations, l'expertise canadienne est très prisée dans la région, ce qui devrait occuper une place importante dans les discussions.

Ziad Aboultaif: Allez-y, monsieur Van Assche.

Ari Van Assche: Les entreprises canadiennes sont généralement prêtes à se lancer à l'international et elles y parviennent très bien depuis de nombreuses années. Bien sûr, elles se heurtent encore à de nombreux obstacles dans toutes sortes de secteurs, qu'ils soient stratégiques ou non.

Depuis plusieurs décennies déjà, le Canada aide les entreprises canadiennes à faire des affaires à l'étranger. À l'heure actuelle, tandis que nous sommes confrontés à des préoccupations et à des problèmes de grande envergure, l'un des enjeux réside dans le fait que, dans de nombreux secteurs — ou du moins dans certains d'entre eux —, nous dépendons trop de certains pays. Par conséquent, nous devons réfléchir à ce que nous pouvons faire pour nous assurer que nos entreprises peuvent se renforcer dans d'autres secteurs.

Dans les secteurs non stratégiques, l'essentiel est que nous continuions à nous demander avec quels pays nous pouvons conclure des accords commerciaux et à réfléchir à la manière dont nous pouvons mettre à contribution les membres de notre corps diplomatique pour aider nos entreprises à percer dans ces pays. Or, en fin de compte, nous devons simplement appuyer les mécanismes du marché. Ensuite, il y a d'autres secteurs stratégiques et il est peut-être davantage nécessaire que nous réfléchissions à des politiques industrielles si cela peut nous aider à réduire notre trop grande dépendance à l'égard de certains pays susceptibles de prendre des mesures coercitives contre le Canada.

Voilà ma réponse à votre question.

Ziad Aboultaif: Dans notre situation actuelle, la première chose qui vient à l'esprit, ce sont les occasions faciles à saisir, des cibles faciles sur lesquelles nous devons nous concentrer, du moins pour commencer. Pourriez-vous tous les deux donner trois exemples à cet égard — de produits avec lesquels nous pourrions commencer sur ces marchés?

Kai Ostwald: Puisque je ne suis pas un spécialiste en matière de commerce, je ne prétendrai pas avoir la réponse.

L'un des principaux problèmes, c'est que le secteur privé du Canada a une connaissance limitée des possibilités qu'offre l'Indo-Pacifique. Les contacts sont insuffisants et les missions commerciales visent à remédier à cette situation. Le Conseil d'affaires Canada-ANASE et d'autres conseils commerciaux ont accompli un travail important à cet égard, mais il reste encore beaucoup à faire si l'on veut aligner l'offre canadienne sur la demande asiatique afin de déterminer précisément où se trouvent les occasions faciles à saisir.

Je m'en remets à mon collègue pour les précisions.

• (1600)

Ari Van Assche: La question des occasions faciles à saisir est toujours difficile.

Si nous regardons ce qui se passe actuellement, nous savons que dans le secteur de la défense, par exemple, il existe une volonté de réduire notre dépendance à l'égard de certains pays pour notre approvisionnement en produits militaires. C'est un domaine dans lequel nous pourrions, tant du côté des exportations que de celui des importations, nous demander si nous pouvons, en collaborant avec certains pays asiatiques, diversifier davantage nos sources d'approvisionnement ou nos exportations de produits de défense. C'est un exemple.

Un autre exemple concerne les technologies d'énergie propre. Si l'on prend les batteries de véhicules électriques ou les panneaux solaires, un seul pays est la principale source de ces produits: la Chine. Pour notre transition vers les énergies propres, il n'est pas mauvais de nous procurer des produits bon marché en provenance de Chine, mais une dépendance excessive à l'égard de ce seul pays peut, à certains moments, déboucher sur la prise de mesures dangereuses et coercitives. C'est un autre domaine pour lequel nous pourrions nous dire qu'il faudrait peut-être diversifier un peu nos sources.

La dernière chose que je voudrais dire, et c'est davantage au sujet des exportations, concerne les minéraux critiques. Le Canada possède d'incroyables richesses en minéraux critiques. C'est quelque chose que les États-Unis recherchent, mais de nombreux autres pays asiatiques, comme le Japon et la Corée, cherchent également à

s'approvisionner en minéraux critiques. Cela nous donne une certaine marge de manœuvre pour trouver des moyens de diversifier nos échanges commerciaux et faire en sorte que nos atouts commerciaux puissent nous être utiles dans nos négociations.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant au député Steven Guilbeault.

Vous disposez de six minutes.

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault (Laurier—Sainte-Marie, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie beaucoup d'être des nôtres, messieurs. Le Comité vous est reconnaissant de votre participation et de vos témoignages.

J'aurais une ou deux questions sur le commerce et une autre sur quelque chose d'un peu plus large.

Ce qu'on entend beaucoup, notamment de la part des petites et moyennes entreprises, c'est qu'il est très facile de faire du commerce avec les États-Unis, étant donné la langue commune et la proximité géographique, évidemment. Les coûts d'exportation ou d'importation, selon le cas, sont plus limités que si on fait du commerce avec une région plus éloignée, pour des raisons évidentes.

Quels conseils avez-vous à nous donner? Monsieur Ostwald, vous avez parlé de certaines associations qui font le travail nécessaire pour aider au moins sur le plan de la connaissance et des contacts. Cela dit, quelles seraient vos recommandations pour le gouvernement? Quels sont les autres gestes que nous pouvons poser pour essayer d'amoindrir les barrières?

Kai Ostwald: Merci de la question.

[Traduction]

Je dirais tout d'abord qu'il est essentiel que l'on soit bien informé. Plus on est conscient des possibilités qui s'offrent et plus les contacts entre les entreprises canadiennes et les marchés asiatiques sont nombreux, plus on voit clairement où se trouvent réellement les possibilités.

L'obstacle que représente le plus grand marché du monde, juste au sud de la frontière, où l'on parle la même langue qu'ici, un marché qui nous est très familier sur le plan culturel, est bien sûr difficile à surmonter. Il n'est pas facile de convaincre le secteur privé de déployer les efforts nécessaires pour trouver des débouchés à l'étranger.

L'histoire du développement et de la croissance économiques en Asie tient en grande partie à l'engagement fort de la région en faveur du développement, de même qu'à son environnement qui est globalement très favorable aux affaires. Je pense qu'une fois le travail accompli, les possibilités seront évidentes. Il existe un certain nombre d'exemples d'entreprises canadiennes, grandes et petites, qui sont parvenues à étendre leurs activités de façon très efficace dans la région indo-pacifique.

Le cadre nécessaire à cet effet, c'est-à-dire ce qui a constitué le travail préparatoire, a été mis en place par les délégations commerciales, par exemple. Les missions commerciales jouent un rôle important. Les conseils d'affaires sont tous prêts à travailler. Il s'agit toutefois aussi, fondamentalement, d'une question d'information. Il faut faire passer plus clairement le message qu'il existe de nombreuses occasions pour le secteur privé canadien en Asie et que de nombreuses ressources sont déjà offertes pour soutenir la transition.

• (1605)

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Monsieur Van Assche, voulez-vous ajouter quelque chose?

Ari Van Assche: Oui, absolument. Merci beaucoup de votre question, monsieur Guilbeault.

Je suis d'accord sur le commentaire de mon collègue. Effectivement, il est beaucoup plus facile pour les petites et moyennes entreprises de faire du commerce aux États-Unis qu'en Asie. Aller en Asie représente de plus grands coûts pour des entreprises.

Naturellement, l'Asie offre beaucoup de possibilités. C'est la région du monde qui est la plus dynamique économiquement, donc ça veut dire que les débouchés sont aussi plus grands là-bas.

Effectivement, parmi les choses qui sont importantes, il faut premièrement aider nos entreprises à comprendre où sont les débouchés. Deuxièmement, il faut réduire les coûts pour nos entreprises qui vont en Asie. Troisièmement, avoir des délégués commerciaux principaux est évidemment quelque chose de très important aussi.

Naturellement, dès que nos entreprises commencent à faire plus d'affaires là-bas, elles commencent à s'intégrer dans les réseaux d'affaires, et, dès qu'elles commencent à entrer dans les réseaux d'affaires, soudainement, les coûts pour mener des activités là-bas commencent à diminuer aussi.

Effectivement, nous devrions commencer à participer, à faire plus de choses là-bas et à intégrer davantage nos activités dans cette région. Peu à peu, ça pourrait vraiment nous permettre de réduire les coûts liés au fait de mener des activités là-bas, en plus d'y augmenter les occasions d'affaires.

L'hon. Steven Guilbeault: J'aurais deux autres questions, et je vais les poser l'une à la suite de l'autre.

Nous avons parlé de minéraux critiques et d'une demande croissante pour ces minéraux de la part de plusieurs pays qui veulent, eux aussi, diversifier leur approvisionnement au lieu de s'en remettre principalement à la Chine, par exemple.

Cela dit, si nous ne faisons qu'exporter des ressources naturelles, ne risquons-nous pas de continuer d'avoir une économie qui est basée sur les ressources naturelles, et non sur la valeur ajoutée que ces produits pourraient nous procurer? Comment pouvons-nous attirer l'intérêt de ces partenaires économiques, comme la Corée du Sud, le Japon et l'Inde, dont nous avons parlé? Comment pouvons-nous les inciter à faire des investissements ici, avec nous, pour qu'il y ait une valeur ajoutée au développement des minéraux critiques?

Excusez-moi, la question est longue.

J'ai une autre question qui s'adresse peut-être à vous, monsieur Van Assche, parce que je sais que vous avez travaillé précisément sur le cas de la Chine et sur les questions de durabilité.

Certains ont critiqué ce qu'on peut qualifier de rapprochement entre le Canada et la Chine récemment. Selon vous, lorsqu'il est question de dossiers comme la nature, la biodiversité ou le climat, n'est-il pas nécessaire pour un pays comme le nôtre, ou pour n'importe quel pays qui s'intéresse à ces questions, de travailler avec le géant qu'est la Chine dans ces dossiers, comme nous l'avons fait à la COP15 en 2022, par exemple?

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à...

L'hon. Steven Guilbeault: N'ont-ils pas le temps d'y répondre?

Le président: Non.

L'hon. Steven Guilbeault: Oh, je suis désolé.

Le président: C'est parce qu'il y a eu une longue intervention. Ils pourront peut-être y répondre au prochain tour.

Nous passons maintenant au député Brunelle-Duceppe.

Vous disposez de six minutes.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): C'est dommage, monsieur le président, parce que c'étaient d'excellentes questions de la part de mon collègue.

Je vais cependant vous poser la même question, monsieur Van Assche, mais de façon différente.

Il est question de la possibilité de se rapprocher de la Chine dans des dossiers comme l'environnement, par exemple. Vous avez d'ailleurs parlé, dans votre allocution d'ouverture, ou peut-être en réponse à une question de mon collègue, de l'industrie des nouvelles énergies en Chine, entre autres les panneaux solaires. Toutefois, je n'ai entendu personne, depuis le début de la réunion, nous parler des allégations de travail forcé, surtout en ce qui concerne la production de ces panneaux solaires.

C'est une chose de dire qu'il faut se rapprocher de la Chine relativement à certaines questions environnementales, mais, si des produits qui sont bons pour la planète, au bout du compte, proviennent de chaînes d'approvisionnement qui ont recours au travail forcé, n'est-ce pas là une bonne raison, peut-être, de ne pas se rapprocher de la Chine?

Ari Van Assche: Est-ce que la question s'adresse à moi? Je peux répondre à la question.

Alexis Brunelle-Duceppe: Oui.

Ari Van Assche: Merci, monsieur Brunelle-Duceppe.

Effectivement, il y a beaucoup de défis lorsqu'on fait des affaires avec la Chine.

Premièrement, comme M. Guilbeault l'a évoqué, faire des affaires avec la Chine pourrait créer des débouchés. Effectivement, si nous étions capables d'importer des produits énergétiques à moindre coût, ce serait bien pour les consommateurs et pour la transition verte. En contrepartie, il faut faire attention, car, si nous sommes trop dépendants de certains pays, ça peut comporter des risques en matière de sécurité économique.

De plus, naturellement, il faut toujours faire attention au fait qu'il est possible que des produits importés de Chine, mais aussi d'ailleurs, proviennent de chaînes d'approvisionnement ayant recours à du travail forcé.

Je pense que nous ne devrions pas être naïfs dans nos relations avec la Chine. Il faut faire attention. D'ailleurs, nous avons déjà des lois en place pour nous assurer que nos entreprises qui font des affaires avec la Chine, par exemple, ne sont pas en train d'importer des produits provenant du travail forcé. Il faut faire attention de ne pas être en train de créer plus de risques en matière de sécurité économique, non plus.

• (1610)

Alexis Brunelle-Duceppe: Vous parlez de loi en matière de travail forcé. Si vous en parlez, j'imagine que vous connaissez les lois actuellement en vigueur au Canada. Par contre, jusqu'à présent, si je ne m'abuse, un seul bateau a été arraisonné à la suite de l'entrée de vigueur de cette loi contre les produits issus du travail forcé, et ce bateau, finalement, a pu repartir et vendre ses produits ici, au Canada. Jusqu'à présent, la loi canadienne en matière de travail forcé n'a mené à aucune perquisition de produits, comparativement à ce qui se passe aux États-Unis.

La priorité ne devrait-elle pas être le respect des droits internationaux de la personne lorsqu'il est question de commerce international?

Dans votre allocution d'ouverture, il a été question de se tourner vers des alliés de confiance. Pensez-vous sincèrement que, sur le plan des droits de la personne, la Chine est une alliée de confiance et que le Canada devrait continuer dans cette voie?

Ne devrait-on pas plutôt changer la loi canadienne et copier celle des États-Unis afin d'avoir de réels résultats quant au travail forcé?

Ari Van Assche: Ce sont de très bonnes questions.

Premièrement, quand je parlais de la Chine comme alliée potentielle, je parlais de questions de sécurité économique. Dans beaucoup de secteurs, il ne s'agit pas d'enjeux très grands. Ce n'est donc pas une mauvaise chose de continuer à faire du commerce avec la Chine.

Par contre, il faut faire attention à l'égard de certains secteurs où la Chine est très dominante et pourrait être coercitive. Naturellement, la loi que le Canada a mise en place pour s'assurer qu'il n'y a pas d'importation de produits issus du travail forcé est une première étape, qui s'appuie surtout sur la reddition de comptes au moyen de la vérification diligente. On voit que l'Europe va dans cette direction. Je pense que le Canada devrait continuer à travailler avec l'Europe et les autres pays pour s'assurer d'avoir conjointement une meilleure compréhension de la manière de mettre en place la vérification diligente de ces enjeux.

Cela dit, ce ne sont pas tous les produits importés de Chine qui risquent d'être issus du travail forcé. Il faut donc être très pragmatique dans la façon de faire.

Alexis Brunelle-Duceppe: Excusez-moi, monsieur Ostwald, je vais revenir à vous, mais c'est une belle discussion que j'ai présentement avec M. Van Assche.

On parlait, entre autres, de la dernière entente conclue avec la Chine sur les voitures électriques. On sait qu'en Chine, ce ne sont pas les entreprises privées qui sont responsables du travail forcé; c'est carrément étatique. Une excellente étude de l'Université de

Sheffield démontre qu'il y a du travail forcé dans la chaîne d'approvisionnement des voitures électriques chinoises. Ce n'est pas pour rien qu'elles coûtent 35 000 \$, y compris leur transport de la Chine vers le Canada.

Les Québécois et les Canadiens devraient-ils privilégier l'achat d'une voiture électrique à 35 000 \$, parce que c'est bon pour l'environnement et le portefeuille, aux dépens de personnes forcées de travailler dans des camps de concentration au Xinjiang?

Je comprends que c'est une question difficile à trancher. Pour moi, ce n'est pas difficile, mais, pour plusieurs personnes, ça semble l'être. Alors, j'aimerais connaître votre avis là-dessus.

[Traduction]

Le président: Veuillez répondre très brièvement. Malheureusement, nous avons dépassé le temps imparti.

[Français]

Ari Van Assche: Il revient au Canada de travailler avec d'autres pays pour s'assurer d'avoir une meilleure loi afin de garantir qu'il n'y a pas de travail forcé dans les chaînes de valeur mondiales.

En parallèle, il est important de continuer à voir l'engagement envers la Chine d'une façon équilibrée, sans pour autant dire qu'on va laisser des produits issus du travail forcé être importés au pays.

• (1615)

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons commencer la prochaine série de questions avec Mme Rood.

Vous disposez de cinq minutes.

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Merci beaucoup.

Merci aux témoins de leur présence.

Monsieur Ostwald, vous avez appelé à repenser la notion de « pays aux vues similaires » dans la stratégie et vous avez souligné la préférence de l'ANASE pour un dialogue inclusif avec la Chine. Compte tenu des actions agressives de Pékin dans la mer de Chine méridionale et de son hostilité envers Taïwan, cette approche a-t-elle, selon vous, affaibli le Canada et l'a-t-elle poussé à s'en remettre à une organisation qui refuse de s'opposer à la coercition, tandis que nos alliés aux vues similaires, comme le Japon, l'Australie et les États-Unis, obtiennent quant à eux des résultats concrets?

Kai Ostwald: J'ai appelé à repenser la notion en question dans un sens particulier. Il est important que le Canada pense à ses intérêts et aux pays qui ont des intérêts similaires aux siens, de façon générale. Il s'agit de rechercher d'autres pays qui accordent de l'importance à la souveraineté, à l'autonomie et à un cadre international et à un ordre international prévisibles, en particulier en matière de commerce. Il existe en Asie du Sud-Est un certain nombre de partenaires qui ne sont ni entièrement autocratiques ni entièrement démocratiques, mais qui ont de telles valeurs. Je vois là de nombreuses possibilités de nouer des liens avec ces pays.

En ce qui concerne la question de la Chine, je m'inspire de l'Asie du Sud-Est, qui a une longue histoire et une vaste expérience dans ses relations avec ce géant régional. Ce que nous indiquent constamment un certain nombre d'études universitaires dans lesquelles sont évaluées les préférences et les perspectives des élites d'Asie du Sud-Est concernant la Chine, c'est que l'on reconnaît que la Chine est un pays de grande importance sur le plan stratégique qui a une forte influence sur les intérêts de ces pays, et qu'elle souffre d'un déficit de confiance considérable par rapport à bien d'autres pays. On doute fortement que la Chine agisse correctement à bien des égards.

Bien sûr, cela a provoqué des tensions avec pratiquement tous les pays de l'Asie du Sud-Est. Les Philippines en sont l'exemple le plus flagrant concernant la mer de Chine méridionale, mais tous les autres pays de la région ont leur propre version de la situation. Ce qui les différencie, c'est leur réaction. Les Philippines ont exprimé haut et fort, et très ouvertement, leurs désaccords avec la Chine. D'autres pays ont géré ces désaccords de manière plus discrète, sans faire de vagues.

Je ne suis pas sûr qu'il soit aussi simple de dire qu'un pays a eu raison et qu'un autre a eu tort. Je pense que tous les pays cherchent à déterminer comment collaborer avec une Chine en pleine ascension et comment réagir par rapport à elle.

Lianne Rood: Monsieur Van Assche, les chaînes d'approvisionnement canadiennes demeurent dangereusement exposées à la Chine dans des secteurs critiques comme ceux des semi-conducteurs, des terres rares et des produits pharmaceutiques. Quelles lacunes dans la stratégie actuelle du Parti libéral nous ont empêchés d'atténuer réellement les risques et de privilégier l'économie d'affinité, des partenaires de confiance comme les États-Unis, le Japon et l'Inde?

Ari Van Assche: Le principal problème réside dans le fait que toute forme d'économie de marché peut mener à une spécialisation, qui peut parfois aller un peu trop loin. Nous avions autrefois un ordre international un peu plus stable, dans lequel la plupart des pays hésitaient généralement à profiter de leur position dominante dans un secteur donné pour exercer des pressions géopolitiques sur d'autres pays. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Nous le constatons chez notre voisin du Sud. Nous le constatons également, à l'occasion, avec la Chine.

En fin de compte, c'était une réalité dans laquelle nous nous sentions très à l'aise auparavant. Aujourd'hui, on réalise qu'un seul pays est responsable de 80 % de l'assemblage de batteries pour véhicules. Tout à coup, la situation devient un peu plus dangereuse et un peu moins agréable. Telle est la réalité à laquelle nous sommes confrontés actuellement. Nous ne pouvons pas nous en remettre aux systèmes habituels pour empêcher les pays d'agir ainsi.

Lianne Rood: À une époque marquée par les goulots d'étranglement géopolitiques et l'interdépendance stratégique, l'approche actuelle protège-t-elle suffisamment le Canada contre l'utilisation du commerce comme une arme par Pékin? Sinon, faut-il filtrer les investissements et contrôler les exportations bien plus rigoureusement, ainsi que provoquer une dissociation sectorielle du Parti communiste chinois?

Ari Van Assche: C'est une excellente question.

Tout d'abord, nous devons déterminer dans quels secteurs stratégiques se trouvent les goulots d'étranglement. En réalité, il n'y a pas des milliers de points d'étranglement dans le système commercial mondial à l'heure actuelle. Leur nombre est bien plus limité, mais

nous ne savons pas toujours où ils sont. Nous devons les repérer. Une fois que c'est fait, nous pourrions prendre des mesures pour réduire les risques qu'ils représentent.

Pour l'instant, nous agissons souvent de manière très réactive. On le constate dans les secteurs des semi-conducteurs et des produits pharmaceutiques. Il y a un goulot d'étranglement, et nous essayons de réduire les risques après coup. Nous pourrions déployer plus d'efforts pour identifier ces écueils à l'avance.

● (1620)

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Oliphant.

Vous avez cinq minutes.

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie les deux témoins d'être ici aujourd'hui.

Je vais poser trois questions.

La première porte sur la mesure dans laquelle vous pensez que la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique a imprégné les régions qui vous intéressent.

Dans la lignée du thème abordé aujourd'hui, la deuxième question concerne le fait de délaissier la Chine et l'Inde au profit de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, ou ANASE, et d'autres marchés — des acteurs majeurs du Sud-Est, notamment la Malaisie, l'Indonésie, la Thaïlande, le Vietnam et les Philippines — qui sont de grandes économies. J'aimerais en savoir un peu plus à ce sujet.

La troisième porte sur le rôle que joue le gouvernement par rapport à l'esprit d'entreprise des sociétés, et sur la manière dont ils peuvent collaborer — car le gouvernement peut dresser la table, mais les entreprises doivent venir manger.

La première question concerne la mesure dans laquelle vous pensez que la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique a imprégné la conscience de tous les intervenants qui nous intéressent.

M. Ostwald pourrait peut-être commencer.

Kai Ostwald: Comme je l'ai évoqué dans mon introduction, je pense que le Canada est aujourd'hui un partenaire plus présent et plus actif dans la région indo-pacifique qu'il ne l'était il y a cinq ans, et certainement plus qu'il y a dix ans. Quant à savoir si la Stratégie pour l'Indo-Pacifique — ayant contribué à ce que le Canada prenne conscience de l'importance que revêt cette région — est responsable de cette évolution, alors oui, c'est le cas.

Je n'ai jamais constaté, au cours de ma carrière, autant d'intérêt pour la présence du Canada à la table des négociations et pour son engagement dans la région indo-pacifique qu'au cours de l'année qui vient de s'écouler.

L'hon. Robert Oliphant: Monsieur Van Assche, avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

Ari Van Assche: Oui. Nous sommes certainement plus actifs dans la région indo-pacifique. C'est une très bonne chose, mais nous ne sommes pas le seul pays à le faire. En conséquence, nous risquons de devoir lutter plus durement contre d'autres pays qui se battent avec acharnement. Nous devons en être conscients. Néanmoins, le simple fait d'être présent est vraiment positif.

L'hon. Robert Oliphant: Deuxièmement, et nous en avons déjà parlé, il s'agit de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, et non de la stratégie pour la Chine. Il ne s'agit pas non plus de la stratégie pour l'Inde, mais bien pour l'Indo-Pacifique. Je voudrais ramener notre attention vers le Sud-Est.

Selon vous, quelles seraient nos meilleures possibilités, sur les plans géopolitique et économique?

Vous pourriez peut-être répondre en premier, monsieur Ostwald.

Kai Ostwald: Il est essentiel de se concentrer sur l'Asie du Sud-Est. C'est une région souvent éclipsée par l'Inde et la Chine. Il ne faut pas oublier que l'Asie du Sud-Est compte 700 millions d'habitants. Ce n'est pas négligeable, et je pense qu'elle présente un avantage majeur à certains égards. La situation politique peut être controversée, mais elle n'est pas conflictuelle comme celle que nous avons observée en Chine et en Inde ces dernières années.

Le Canada a une longue histoire en Asie du Sud-Est. Il est reconnu comme une puissance moyenne qui partage bon nombre des mêmes réalités géopolitiques que les pays d'Asie du Sud-Est. La classe moyenne y connaît une croissance rapide. En tant que partenaire économique, c'est essentiel. De plus, l'expertise canadienne en matière de gestion des défis géopolitiques et géoéconomiques auxquels sont confrontées les puissances moyennes est très valorisée là-bas.

L'hon. Robert Oliphant: Ce serait comme demander à un parent de choisir son enfant préféré. Cependant, dans le cadre de votre travail, y a-t-il des pays qui, selon vous, seraient les plus faciles à cibler pour le Canada à l'heure actuelle?

Kai Ostwald: Il faut ventiler les chiffres par secteur. En matière de commerce, il va de soi que les grandes économies ou les grands marchés, comme l'Indonésie, les Philippines et le Vietnam, ont tous leur importance. La Thaïlande est également une grande économie. Pour ce qui est de l'expertise canadienne en matière de technologie, Singapour est un partenaire clé. Du côté de l'intelligence artificielle, la Malaisie s'impose comme l'un des principaux hôtes de fermes. Il convient de noter qu'elle est la deuxième productrice de puces derrière Taïwan... pour un certain nombre de technologies clés. Sur les questions navales et maritimes, les Philippines ont évidemment été un partenaire très précieux du côté des DVD.

Tout dépend vraiment du secteur dont nous parlons.

• (1625)

L'hon. Robert Oliphant: J'aimerais m'adresser un instant à M. Van Assche.

Avez-vous des commentaires sur les mesures d'encouragement ou d'incitation dont nous disposons pour diversifier nos échanges commerciaux du côté des entreprises? Les grandes entreprises préfèrent les grands pays, et peut-être que les petites entreprises s'en sortent mieux dans les petits pays. Avez-vous des conseils à nous donner à ce sujet?

Le président: Veuillez répondre en 10 secondes, s'il vous plaît.

Ari Van Assche: Nous devons vraiment envisager de manière très différente les secteurs stratégiques et non stratégiques. Dans les secteurs non stratégiques, les entreprises devraient pouvoir se comporter comme d'habitude, et nous devrions les aider. La politique industrielle sera peut-être un peu plus importante dans les secteurs stratégiques.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe, pour deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Nous reprocher de trop parler de la Chine lorsqu'il est question de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, c'est comme si on reprochait au gouvernement libéral de trop parler des États-Unis lorsqu'il est temps de parler du renouvellement de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique en disant qu'il comprend pourtant le Mexique. Je pense que c'est juste logique.

Monsieur Ostwald, vous avez parlé des semi-conducteurs. Disons que Taïwan, demain matin, devait tomber face à une action militaire de la Chine. C'est probable; ça fait longtemps qu'on parle d'une telle action possible. Quels seraient les résultats d'une telle offensive chinoise sur Taïwan, si l'ensemble de la production taïwanaise de semi-conducteurs devait tomber aux mains du régime en place à Pékin? Est-ce que ce ne serait pas carrément une catastrophe mondiale?

[Traduction]

Kai Ostwald: Ce n'est pas mon domaine d'expertise, mais je pense que nous sommes tous d'accord pour dire qu'une invasion de Taïwan serait catastrophique à bien des égards. Taïwan fait partie intégrante des chaînes d'approvisionnement mondiales des puces électroniques, mais aussi de nombreux autres produits.

Le problème ne se limite pas à l'effet direct. Les répercussions d'une telle invasion ébranleraient profondément les chaînes d'approvisionnement et la confiance dans la sécurité de celles-ci pour toute la région indo-pacifique.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: N'est-ce pas une raison supplémentaire pour consolider nos liens avec Taïwan, pour nous assurer que Taïwan ne subira pas une telle offensive militaire, et surtout pour rassurer nos amis taïwanais? Taïwan est tout de même une puissance moyenne assez importante. Je crois qu'elle a le 16^e PIB en valeur dans le monde. N'est-ce pas la raison principale pour laquelle nous devrions avoir des liens encore plus solides avec Taïwan et la rassurer quant à sa sécurité?

[Traduction]

Kai Ostwald: Il y a beaucoup d'arguments en faveur du renforcement des liens avec Taïwan. Ils vont de la technologie à la sécurité.

Bien sûr, si je me base simplement sur mes expériences à l'université, l'intérêt pour Taïwan est très vif parmi la jeune génération. Je ne sais pas si le Canada a la capacité d'avoir un véritable effet de dissuasion dans le cas de Taïwan. Or, il est tout à fait judicieux que notre pays lui apporte une forme de soutien, au moyen d'échanges commerciaux, du renforcement des liens économiques et du partage d'expertise.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Signer avec Taïwan l'accord qui a été approuvé il y a un an serait un message important à envoyer, parce que c'est une possibilité pour le Canada d'avoir des liens économiques solides avec Taïwan. Ça enverrait un message à Pékin. Pratiquement, le Canada ne signe pas cet accord.

[Traduction]

Le président: Veuillez répondre très brièvement, s'il vous plaît.

Kai Ostwald: Encore une fois, il existe de nombreux arguments en faveur du renforcement des liens avec Taïwan.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Michael Chong.

Vous avez cinq minutes.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Le gouvernement a publié la Stratégie pour l'Indo-Pacifique en novembre 2022. En tant que témoins, êtes-vous tous deux d'accord pour dire qu'il est judicieux de disposer d'une politique étrangère écrite concernant la région indo-pacifique, regroupée dans un seul document?

Kai Ostwald: Je dirais sans hésiter que cette présentation offre de nombreux avantages. Elle permet plusieurs choses. Elle montre que...

L'hon. Michael Chong: Êtes-vous d'accord pour dire que c'est une bonne idée?

Kai Ostwald: Elle montre que le Canada accorde la priorité à la région indo-pacifique. Il y a aussi...

L'hon. Michael Chong: Voici la question que je pose. Le gouvernement a déclaré lors de son témoignage la semaine dernière qu'il n'allait pas mettre à jour ce document. La Stratégie pour l'Indo-Pacifique a subi des modifications depuis sa publication initiale en novembre 2022. Parmi ces changements, on peut citer l'annonce faite par le premier ministre en Asie l'année dernière, selon laquelle le Canada souhaite accélérer l'acheminement de son pétrole et de son gaz vers la région, veut devenir une superpuissance énergétique et exporter des quantités bien plus importantes de pétrole et de gaz vers la région. Je crois que le premier ministre a parlé de doubler les exportations de gaz naturel du Canada, qui passeraient d'environ 50 millions de tonnes par an d'ici 2030 à 100 millions de tonnes d'ici 2040.

Lorsque j'ai demandé à la ministre de mettre à jour la stratégie pour refléter le tout — puisque les mots « pétrole et gaz » n'y figurent pas —, elle a indiqué qu'elle avait demandé aux fonctionnaires de le faire, ce que j'ai interprété comme une mise à jour du document. Or, nous apprenons maintenant que le document ne sera pas mis à jour distinctement, et que ce pourrait être fait au moyen d'un discours de la ministre ou d'autres façons.

Nous sommes revenus à la situation qui prévalait avant la publication de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, et nous ne savons pas exactement quelle est la politique du gouvernement dans la région. J'essaie de connaître votre avis sur la question de savoir si c'est une bonne ou une mauvaise chose.

● (1630)

Kai Ostwald: Je ne peux pas me prononcer sur les décisions du gouvernement quant à savoir si oui ou non...

L'hon. Michael Chong: La question est de savoir s'il est judicieux ou non de disposer d'une seule publication qui présente la politique étrangère du gouvernement pour une région donnée. De nombreux autres pays procèdent ainsi. Je crois que la France dispose d'un document écrit qui est mis à jour tous les cinq ans. Le Royaume-Uni possède également un document écrit sur sa politique étrangère, et qui est mis à jour régulièrement. La position du gouvernement américain sur diverses régions du monde est claire grâce à la publication de documents.

Nous sommes actuellement dans une situation où la politique n'est pas clairement définie. Le ministère compte environ 13 000 personnes. Si l'on souhaite coordonner le ministère et l'ensemble du gouvernement, il me semble tout à fait logique de disposer d'un seul document d'orientation.

Kai Ostwald: La communication est essentielle, et il est crucial de faire clairement savoir que la région indo-pacifique est importante et de préciser quelle est l'approche du Canada à son égard. Je ne sais pas si cela prendra la forme d'un document entièrement mis à jour ou de notes écrites expliquant en quoi la réflexion du Canada diffère aujourd'hui de la stratégie initiale de 2022, mais je conviens qu'il est important de communiquer la façon dont le Canada perçoit la région et de montrer que le Canada la considère comme cruciale.

L'hon. Michael Chong: Personnellement, je pense que les responsables devraient mettre à jour le document. Le Comité pourrait le recommander une fois qu'il aura terminé son examen de la stratégie, mais si les experts ne partagent pas cet avis, il est plus difficile de le faire.

Notre témoin en ligne est-il présent? Monsieur Van Assche.

Ari Van Assche: Je serai très bref.

Je pense qu'il serait très utile de mettre à jour la Stratégie pour l'Indo-Pacifique afin de refléter la nouvelle réalité à laquelle nous sommes confrontés. Bien sûr, elle devrait rester très générale. Il n'est pas nécessaire de présenter tous les détails, mais en effet, comme l'a déjà indiqué la ministre Anand, nous sommes dans une nouvelle réalité, et la Stratégie pour l'Indo-Pacifique devrait donc évoluer. Il est bon de consigner ces changements.

L'hon. Michael Chong: Merci.

Je n'ai pas d'autres questions.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Anita Vandenberg. Vous avez cinq minutes.

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci, monsieur le président.

J'ai plusieurs questions, mais en ce qui concerne les propos de mon collègue M. Chong, je n'ai pas entendu les fonctionnaires dire qu'il n'y aurait pas de stratégie écrite. Je pense qu'il était tout simplement prématuré de dire quelle forme cela allait prendre. Il faut faire attention à ne pas mettre des mots dans la bouche des gens.

J'aimerais revenir sur certaines choses que vous avez dites, monsieur Ostwald, parce que j'ai trouvé très intéressant votre commentaire sur la langue, l'enseignement des langues asiatiques ici au Canada et le niveau de connaissance. La question qui se pose naturellement est la suivante: quel est le rôle des communautés de la diaspora? Je suis au courant de nombreuses activités en cours. Vous disposez d'une communauté importante et très diversifiée, qui entretient des liens avec l'ensemble de la région et qui possède les compétences linguistiques et les connaissances nécessaires.

Je me demande si vous pourriez nous en dire un peu plus à ce sujet.

Kai Ostwald: La diaspora joue un rôle à cet égard. Bien sûr, elle devrait être considérée comme une ressource importante pour le Canada. Elle renforce les liens entre les peuples et tisse des réseaux. Or, elle fait partie de la solution, sans toutefois en être le moteur principal.

Je vais vous répondre en vous racontant une anecdote. Je donne un cours sur la politique en Asie du Sud-Est. Une bonne partie des élèves de ma classe sont des Canadiens d'origine sud-asiatique. En général, ils connaissent bien la culture d'un seul pays. Ils maîtrisent peut-être la langue de ce pays. Souvent, ils ne sont jamais allés dans la région, ou s'ils l'ont fait, ils n'ont visité que ce pays. C'est une vaste région.

Je pense que les liens avec la diaspora, bien qu'importants, ne remplacent pas une formation systématique à tous les niveaux.

• (1635)

Anita Vandenberg: Merci beaucoup. Je pense que c'est bien noté.

En 2018, lorsque je siégeais ici auparavant, le Comité s'est rendu dans la région. Nous avons choisi d'aller au Japon, en Corée du Sud et aux Philippines. Nous avons constaté à l'époque la même chose que ce que vous venez de dire. Il y avait un énorme désir, une volonté et une ouverture à accroître la participation du Canada et à établir ces relations.

J'aimerais poser une question précise sur la Corée du Sud et le Japon. D'un point de vue stratégique et sécuritaire, nous avons beaucoup de points en commun. Selon vous, quelles sont les possibilités?

Si nous pouvions garder un peu de temps pour entendre la réponse de M. Van Assche sur la même question, ce serait formidable.

Allez-y.

Kai Ostwald: Vous pouvez également passer directement à M. Van Assche.

Anita Vandenberg: Monsieur Van Assche, si vous souhaitez commencer, je vous prie de le faire.

Ari Van Assche: Il existe de nombreuses possibilités de collaboration avec le Japon et la Corée, et celles-ci ont déjà commencé à se concrétiser. Nous avons des atouts à offrir à la Corée.

Voilà qui nous ramène à la question de M. Guilbeault. Il ne s'agit pas seulement des minéraux critiques. Nous sommes également très performants dans le domaine de l'intelligence artificielle et dans de nombreux autres secteurs de services que l'on oublie souvent. La Corée a très bien réussi à mettre au point un système d'avertissement rapide pour la chaîne d'approvisionnement qui lui permet d'identifier les goulots d'étranglement potentiels. J'ai rédigé un article avec un collègue coréen pour réfléchir à la manière dont le Canada et la Corée pourraient collaborer à l'élaboration d'un système d'avertissement rapide plus poussé pour la chaîne d'approvisionnement. C'est un très bon exemple.

C'est la même chose pour le Japon. Quand on pense aux technologies d'énergie propre, on s'inquiète toujours de la domination de la Chine, et ce, pour de très bonnes raisons. Si l'on cherche à diversifier nos sources d'approvisionnement, les deux pays qui se démarquent vraiment sont la Corée et le Japon. Là encore, il est très intéressant de nous tourner vers ces pays, qui sont des alliés tout à fait naturels, afin de réfléchir à une stratégie conjointe de sécurité économique, ou dans le cadre de notre stratégie de diversification commerciale.

Anita Vandenberg: Le Comité aimerait beaucoup obtenir une copie de l'article que vous avez écrit au sujet du système d'avertissement rapide pour la chaîne d'approvisionnement.

Y a-t-il d'autres exemples de ce genre dans la région, où certaines stratégies pourraient être mises en commun?

Ari Van Assche: Il y a de nombreux exemples semblables. Alors que nous envisageons de renforcer notre engagement auprès de l'ANASE, pour ne citer qu'un exemple, il est tout à fait naturel de le faire dès maintenant, car la Chine devient coûteuse. L'assemblage en Chine n'est plus une option envisagée par beaucoup d'entreprises. Automatiquement, nous commençons déjà à nous tourner vers le Vietnam, voire la Malaisie et d'autres pays. En fin de compte, nous devrions nous concentrer sur ces autres pays et sur leurs atouts, avec lesquels nous pouvons travailler en complémentarité, alors que nous essayons d'élaborer une stratégie indo-pacifique plus riche.

Le président: Merci beaucoup. Vous avez terminé juste à temps.

Je tiens à remercier nos témoins de leur comparution devant le Comité et de leurs témoignages. Nous vous en sommes vraiment reconnaissants.

Nous allons maintenant suspendre brièvement la séance pour nous préparer à accueillir le prochain groupe de témoins.

Merci.

• (1635)

(Pause)

• (1645)

Le président: La séance est à nouveau ouverte.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à notre deuxième groupe de témoins. Nous accueillons Stephen R. Nagy, professeur à la International Christian University et chef de projet politique chinoise et chercheur principal au Macdonald-Laurier Institute, par vidéoconférence, et Cleo Paskal, agrégée supérieure de recherches non-résidente à la Fondation pour la défense des démocraties.

Malheureusement, M. Berkshire Miller, agrégé supérieur au Macdonald-Laurier Institute, qui devait se joindre à nous par vidéoconférence depuis Budapest, n'a pas pu le faire en raison de problèmes techniques avec son casque; le deuxième groupe compte donc deux témoins.

J'invite maintenant M. Nagy à prononcer ses observations liminaires.

Stephen R. Nagy (professeur, chef de projet politique chinoise et chercheur principal, International Christian University, Macdonald-Laurier Institute, à titre personnel): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je suis très heureux de pouvoir faire part à ce comité de quelques réflexions sur l'avenir de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. J'aimerais présenter quatre points sur les intérêts nationaux du Canada dans la région indo-pacifique, et cinq points sur les approches stratégiques à adopter pour les concrétiser.

Tout d'abord, en ce qui concerne les intérêts nationaux, je pense que le premier ministre a très bien formulé les choses. Il a peut-être cité l'un de mes anciens travaux, mais nous devons être « à la table, et non au menu » et participer à chaque accord conclu dans la région. Je le dis en plaisantant, mais nous devons être présents à cette table des discussions réglementaires sur le développement de l'intelligence artificielle; sur la sécurité technologique et énergétique; sur la manière dont nous gérons les voies de communication maritimes, la défense, la sécurité régionale et la désinformation; ainsi que sur la sécurité économique.

Deuxièmement — et je pense que c'est très important —, lorsque nous réfléchissons à la place que devrait occuper le Canada, nous souhaitons évidemment prévenir l'émergence de problèmes de sécurité traditionnels et non traditionnels. Les menaces traditionnelles pourraient inclure une situation d'urgence à Taïwan, la prolifération d'armes de destruction massive dans la péninsule coréenne ou un incident quelconque en mer de Chine méridionale. Toutes ces situations pourraient avoir de graves répercussions sur l'économie canadienne. Lors de la table ronde précédente, lorsque nous avons abordé la question du détroit de Taïwan, la plupart des estimations faisaient état de pertes comprises entre 10 000 et 15 000 milliards de dollars américains pour l'économie mondiale en cas de crise. J'y reviendrai. Pour ce qui est des menaces non traditionnelles, elles sont assez claires. Elles concernent le changement climatique. Si l'on pense aux îles du Pacifique, à la situation en mer de Chine méridionale et à la manière dont ces facteurs pourraient influencer sur la sécurité alimentaire en Asie du Sud-Est, ces répercussions se feront également sentir au Canada.

Troisièmement, j'aimerais parler de la prévention de l'émergence d'une puissance hégémonique régionale. Dans ce cas, un seul pays aspire à devenir la puissance hégémonique de la région: la Chine. Si la Chine devient la puissance hégémonique de la région, l'accès du Canada aux accords commerciaux s'en trouvera affecté, tout comme son accès aux voies de communication maritimes. Cette situation aura également une incidence sur la manière dont les accords régionaux seront conclus, qu'il s'agisse d'accords commerciaux, d'accords sur l'intelligence artificielle ou d'accords sur les technologies.

Quatrièmement, et c'est là le point le plus important dans le contexte canadien, nous devons planifier au-delà des cycles politiques. Quand je viens au Canada, je constate cette obsession pour les États-Unis, mais dans les quatre ou cinq prochaines années, nous assisterons à un changement de pouvoir en Russie, en Chine et en Inde, ainsi qu'aux États-Unis. En Russie, nous nous attendons à ce que le pays devienne plus ultranationaliste. En Chine, lorsque Xi Jinping quittera ses fonctions — ou plutôt, nous ne savons pas ce qu'il adviendra de lui —, il y aura un vide au sommet du pouvoir chinois. Cette situation s'est déjà produite par le passé. La Chine avait disparu pendant trois ou quatre ans.

Quelles seront les conséquences pour notre présence dans cette région? Quelles seront les conséquences pour les menaces traditionnelles et non traditionnelles? Mais surtout, quelles seront les conséquences pour Taïwan? Je tiens à le répéter.

Quand on pense à l'Inde, on constate que le premier ministre Modi a apporté la stabilité, mais il a également favorisé les tendances nationalistes hindoues. Nous savons que l'Inde a tué un Canadien d'origine sikhe au Canada. Que se passerait-il si l'Inde devenait plus nationaliste?

Enfin, bien sûr, il y a les États-Unis. Nous ne savons pas comment le mouvement MAGA va évoluer, mais nous devons voir plus loin que l'actualité du moment et les déclarations du président de notre voisin du Sud. Je ne saurais trop insister sur ce point. C'est dans l'intérêt national du Canada.

En ce qui concerne notre approche stratégique — et ce point risque de faire débat —, je pense que nous devons ancrer notre stratégie indo-pacifique au sein de la région en nouant des relations aussi solides que possible avec les États-Unis, ce qui signifie que nous devons devenir le partenaire indispensable des États-Unis. Nous sommes un atout sur les plans économique, technologique et

stratégique. Nous devons continuer d'investir aux États-Unis, malgré les difficultés. Comme je l'ai dit, Trump ne sera plus là et le mouvement MAGA évoluera, mais les réalités géographiques, institutionnelles et juridiques des États-Unis qui lient le Canada à ce pays resteront les mêmes.

Deuxièmement, nous devons nouer des relations bilatérales et minilatérales. Les deux témoins précédents l'ont tous deux mentionné, et je me réjouis qu'ils aient évoqué le Japon et la Corée du Sud comme des partenaires fiables, tout comme Singapour. Nous devons trouver de nouveaux partenaires fiables. Ils ne partagent peut-être pas nos opinions politiques, mais je pense que le Vietnam et l'Indonésie sont des partenaires importants avec lesquels nous devons investir, alors que nous réfléchissons à la manière de nouer des relations solides et durables avec des partenaires commerciaux d'Asie du Sud-Est qui partagent également nos intérêts dans la région.

Je sais que l'un des membres du Comité a évoqué la question des valeurs. Je comprends qu'on mette l'accent sur les valeurs, mais si nous nous concentrons uniquement sur celles-ci, nous risquons de perdre des partenaires clés qui, à mon sens, sont essentiels, comme le Vietnam, l'Indonésie et, honnêtement, l'Inde. Ce point sera déterminant.

• (1650)

Nous devons également réfléchir aux relations minilatérales. Ce point rejoint un peu les commentaires du premier ministre au sujet des coalitions de puissances moyennes, même si j'ai une vision très différente de la question. Nous devons établir des partenariats efficaces axés sur la résolution des problèmes. Les efforts que nous déployons pour lutter contre la pêche illégale, non réglementée et non déclarée en sont un très bon exemple.

Nous devons tirer parti de...

Le président: Merci.

Pourriez-vous conclure rapidement?

Stephen R. Nagy: Enfin, et surtout, nous devons renforcer le Canada à l'intérieur de ses frontières. Si nous ne sommes pas forts chez nous, si nous ne sommes pas bien intégrés au niveau national et si ces barrières interprovinciales ne sont pas levées, nous ne pourrions pas devenir une économie forte, compétitive et productive, capable de s'imposer dans la région indo-pacifique. Nous ne serons pas un partenaire suffisamment attractif pour inciter les pays de la région indo-pacifique à collaborer avec le Canada et à se tourner vers le marché nord-américain.

Merci.

Le président: Merci beaucoup.

J'invite maintenant Mme Paskal à prononcer ses observations liminaires dans un délai de cinq minutes.

[Français]

Cleo Paskal (agrégée supérieure de recherches non résidente, Fondation pour la défense des démocraties, à titre personnel): Monsieur le président, membres du Comité, je vous remercie énormément de m'avoir invitée.

[Traduction]

Compte tenu de l'étendue des connaissances du Comité, je vais me concentrer sur les éléments auxquels il est facile de ne pas prêter attention. C'est pourquoi je vous ai remis une carte.

Le premier est la géographie stratégique. Les plans relatifs à la région indo-pacifique partent souvent du principe que l'accès se maintiendra. Par exemple, les responsables américains avaient prévu de pouvoir utiliser librement la base américaine stratégique de Diego Garcia, dans l'océan Indien, pour les opérations en Iran. Cependant, non seulement le Royaume-Uni a dans un premier temps refusé aux États-Unis l'autorisation d'utiliser la base, mais il était également sur le point de céder l'archipel des Chagos, y compris Diego, à Maurice, un pays qui entretient des liens étroits avec la Chine. Si la guerre avec l'Iran n'avait pas eu lieu, il est possible que les conséquences stratégiques de l'accord proposé entre le Royaume-Uni et Maurice n'aient pas été portées à l'attention du Bureau ovale, et que la posture de défense des États-Unis dans la région de l'océan Indien aurait été sérieusement compromise. Je ne suis pas certaine que nous ayons prévu cette éventualité.

Du point de vue du Canada, la situation est encore plus délicate dans le Pacifique. Si vous êtes déjà allés au Japon ou aux Philippines, vous savez à quel point le vol est long. Imaginez maintenant ce trajet en bateau, mode de transport par lequel transite la majeure partie de nos marchandises.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la paix règne dans le Pacifique central, et la libre circulation entre l'Asie et les Amériques a constitué le fondement de la liberté, de l'ouverture et de la prospérité croissante de la région indo-pacifique. Cette situation n'est pas le fruit du hasard. De 1914 jusqu'à ce qu'il soit chassé par les troupes américaines trente ans plus tard, pendant la Seconde Guerre mondiale, le Japon impérial contrôlait une partie du Pacifique central dont la superficie était presque équivalente à celle du territoire continental des États-Unis. Il a fallu que 100 000 Américains perdent la vie au combat sur des îles comme Peleliu et Saipan pour que Washington parvienne à mettre en place l'infrastructure nécessaire à la libération de la région. Après la guerre, les États-Unis ont collaboré avec les habitants de l'île pour mettre en place des structures uniques visant à garantir que cette région essentielle du Pacifique central reste libre.

• (1655)

On a proposé à l'ensemble de la région de rejoindre les États-Unis. Les îles Mariannes du Nord ont voté en faveur de cette proposition et sont devenues la dernière acquisition des États-Unis en 1976. Les autres îles ont été divisées en trois nouveaux pays indépendants: les Palaos, les îles Marshall et les États fédérés de Micronésie. Ces pays sont disposés d'est en ouest au centre de la carte. Cette zone couvre plus ou moins l'espace maritime situé entre Hawaï, les Philippines et Guam.

Les relations des États-Unis avec ces trois pays sont sans équivalent. Ils sont sans aucun doute les alliés les plus proches des États-Unis. Leurs citoyens peuvent vivre et travailler librement aux États-Unis, ce que les Canadiens ne peuvent pas faire. Ils peuvent servir dans l'armée américaine. Ils bénéficient d'un large éventail de services fournis par le gouvernement fédéral américain. Les États-Unis assurent leur défense. En défendant les Palaos, les îles Marshall et les États fédérés de Micronésie, on garantit qu'une puissance étrangère hostile ne puisse pas entraver la circulation est-ouest entre l'Asie et le continent américain ou le Canada.

Nous en arrivons au deuxième point. Nous ne devrions pas tenir cette situation pour acquise. Chaque fois que l'on évoque une prise de contrôle de Taïwan par la Chine, comme nous l'avons entendu à plusieurs reprises aujourd'hui, sur le plan opérationnel, cela signifie que la Chine, à tout le moins, neutraliserait la présence américaine

sur ces îles et mettrait hors jeu les territoires américains de Guam et des îles Mariannes. Pékin cherche actuellement activement à atteindre cet objectif, et la population locale en est bien consciente. L'un des moyens privilégiés pour y parvenir est la corruption.

En 2023, David Panuelo, alors président des États fédérés de Micronésie, écrivait: « On nous soudoie pour que nous soyons complices, et on nous soudoie pour que nous gardions le silence. » Il poursuit: « En pratique, cela signifie que certains hauts fonctionnaires et élus prennent des mesures qui vont à l'encontre de l'intérêt national des États fédérés de Micronésie, mais qui sont conformes à l'intérêt national de la République populaire de Chine. » Il a écrit ces lignes alors qu'il était président en exercice. L'intention était de rapprocher « très étroitement les États fédérés de Micronésie de l'orbite de Pékin, en liant intrinsèquement leurs économies et leurs sociétés à ce pays ».

Les États-Unis ont tenté de contrer cette tendance, mais jusqu'à récemment, leur conception de la défense restait essentiellement axée sur l'action militaire, comme en témoignent les 2 milliards de dollars d'investissements annoncés dans les infrastructures militaires rien que pour les États fédérés de Micronésie. Si Pékin parvient à acheter la complicité de certains fonctionnaires de bas niveau chargés de l'environnement, voire de membres du gouvernement des États fédérés de Micronésie, la mise en œuvre s'enlisera et les entreprises chinoises s'implanteront sur place. Les États-Unis pourraient alors se retrouver à construire des infrastructures que la Chine finira par utiliser.

Quelle est l'incidence de cette situation pour le Canada? Compte tenu du caractère limité de nos ressources, je suggérerais qu'un volet de la nouvelle stratégie consiste à repérer les zones géographiques stratégiques qui sous-tendent la liberté et l'ouverture de la région indo-pacifique, puis à adopter une approche pragmatique fondée sur le principe « contrer et construire ». En d'autres termes, nous devons aider à contrer ce que les Philippines qualifient d'opérations illégales, coercitives, agressives et trompeuses de la Chine, qui corrompent les sociétés, la politique et l'économie locales, tout en renforçant véritablement la résilience.

Par exemple, pour contrer ces opérations, les Palaos souhaiteraient avoir accès à la technologie canadienne de détection des navires fantômes. Cette aide serait utile. Dans le domaine de la construction, l'innovateur métis Bruce Hardy est un exemple de collaboration intercommunautaire efficace: il dirige des initiatives de résilience alimentaire et énergétique menées par des Autochtones, auxquelles participent des communautés des Premières Nations du Canada et du Pacifique.

Les États-Unis commencent à mettre cette approche à l'essai. Les accords signés avec les Palaos en décembre prévoient l'envoi d'enquêteurs américains chargés d'aider à traiter les cas de corruption, à contrôler les investissements étrangers et à renforcer la sécurité aux frontières — c'est-à-dire à contrer certaines opérations —, tout en finançant la construction d'un nouvel hôpital. La zone de sécurité économique américaine de 4 000 acres liée à Pax Silica, qui vient d'être annoncée aux Philippines, est un autre exemple.

La région indo-pacifique n'est pas équilibrée. Nous devons mettre en place des mesures de blocage et de renforcement dans des zones stratégiques afin de rétablir l'équilibre. À ce stade, l'envoi d'enquêteurs et d'avocats pour soutenir les partenaires dans leur lutte contre la corruption peut avoir un effet réel plus important que l'envoi de quelques délégués supplémentaires à une énième réception multilatérale.

[Français]

Merci.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup pour votre intervention.

Nous allons maintenant passer aux questions. Nous allons commencer avec Michael Chong.

Vous avez six minutes.

L'hon. Michael Chong: J'aimerais poser des questions à Mme Paskal au sujet de ses observations liminaires.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur la corruption que la République populaire de Chine encourage aux Palaos, en Micronésie, aux Îles Marshall et dans le monde entier? Pourriez-vous nous en dire davantage à ce sujet?

Deuxièmement, pourriez-vous ensuite formuler des recommandations à l'intention de ce comité sur le rôle que le Canada pourrait jouer en mettant à disposition des avocats et en contribuant au renforcement des capacités de lutte contre ce type de corruption?

Cleo Paskal: La Chine intervient souvent dans ce genre de pays en leur proposant ce qui semble être exactement le type d'aide commerciale dont ils ont besoin. Dans le cas des Palaos, par exemple, la Chine affirme qu'elle va les aider à développer leur secteur touristique. Une fois ces pays sous sa coupe, la Chine utilise son influence économique pour, comme dans le cas des Palaos, détruire littéralement l'économie. Elle a fait partir tous les touristes d'un seul coup, car les Palaos sont un pays qui reconnaît Taïwan. La Chine a déclaré qu'à moins qu'ils renoncent à reconnaître Taïwan ou qu'ils reconnaissent la Chine, les touristes ne reviendraient pas, mais elle l'a fait après avoir créé cette dépendance économique.

Parallèlement, une importante organisation criminelle chinoise opérait aux Palaos. Ce pays compte moins de 20 000 habitants, et des membres de la triade, notamment Dent cassée, y menaient leurs activités. En effet, lorsque l'argent afflue, on a d'un côté cette façonne commerciale qui comporte une dimension stratégique, mais il y a toujours un élément de corruption qui vient compléter le tableau. Il y a toujours un élément de corruption, et celui-ci est parfois amplifié par le crime organisé chinois. C'est là un point faible pour les Chinois.

Si l'on élimine la corruption, leurs investissements semblent bien moins intéressants. L'aspect stratégique est ici évident.

Très brièvement, juste pour que ces renseignements figurent au compte rendu, nous savons que la Loi sur les services de renseignement nationaux de 2017 impose à tous les particuliers et organismes chinois de soutenir les activités de renseignement chinoises, comme vous l'avez vous-même indiqué. C'est le genre d'élément que nous devons intégrer dans l'évaluation de toute présence chinoise dans la région. Que devrions-nous faire? Nous devrions commencer par mettre en place une réglementation canadienne extrêmement stricte relativement aux agents représentant les intérêts de puissances étrangères, et veiller à ne pas lancer de pierres alors que nous vivons nous-mêmes dans une maison de verre.

• (1700)

L'hon. Michael Chong: La Loi sur la transparence et la responsabilité en matière d'influence étrangère est mise en œuvre en ce moment même.

Quelles mesures concrètes le Canada pourrait-il prendre dans ces îles pour aider les gens — comme le président que vous avez cité — à lutter contre la corruption?

Cleo Paskal: Malheureusement, le président Panuelo n'a pas été réélu. C'est une autre réalité: si vous vous opposez à la Chine dans la région, vous êtes tôt ou tard pris pour cible.

Je dirais que dans le cas de pays comme les Palaos, les îles Marshall et Tuvalu — des pays qui reconnaissent déjà Taïwan —, les infrastructures de sécurité et d'application de la loi sont très visées par la Chine. Ces pays veulent vraiment tenir tête à la Chine, ils disposent donc d'enquêteurs, de spécialistes du blanchiment d'argent et d'experts dans le suivi des flux financiers illégaux. Ensuite, les faits doivent être révélés. Les États-Unis ont récemment dénoncé le président du Sénat des Palaos pour avoir accepté de l'argent chinois et pour corruption.

L'hon. Michael Chong: Autrement dit, il faut les aider à renforcer l'indépendance de leur système judiciaire et à former les forces de l'ordre afin qu'elles puissent s'attaquer à ce type de crimes.

Cleo Paskal: Ils n'ont pas vraiment besoin de plus d'ateliers. Ce dont ils ont besoin, c'est de personnes qui viennent sur le terrain pour faire le travail. Ils sont tout à fait ouverts à l'idée que des personnes viennent effectuer ce travail.

J'ajouterais également que ce domaine ne ressemble à aucun autre dont nous discutons. Il serait logique de transférer cette responsabilité à l'ambassade du Canada au Japon. Le Japon entretient des liens très étroits dans la région et il suit ces enjeux avec grande assiduité. Le Canada peut commencer à travailler avec les Taïwanais dans les pays qui reconnaissent Taïwan pour aider...

L'hon. Michael Chong: À quelle ambassade cette responsabilité échoit-elle à l'heure actuelle?

Cleo Paskal: Ils sont principalement basés à Canberra.

Ils sont simplement regroupés sous l'appellation « îles du Pacifique ». Nous avons ouvert une ambassade aux îles Fidji, mais il s'agit d'un environnement stratégique complètement différent.

L'hon. Michael Chong: Monsieur Nagy, avez-vous des observations à formuler à ce sujet?

Stephen R. Nagy: Je crois que les remarques de Mme Paskal sont tout à fait pertinentes. Nous constatons la présence de corruption dans toute la région. C'est un domaine sur lequel nous, en tant que Canadiens, avons travaillé dans le contexte de la mer de Chine méridionale. Nous l'avons fait en aidant le Vietnam à approfondir l'aspect juridique des choses afin qu'il soit mieux en mesure de défendre sa position face à la Chine et son statut en mer de Chine méridionale.

Une fois encore, le fait d'offrir une formation juridique aux insulaires pourrait contribuer à lutter contre la corruption et à en prévenir l'émergence. Certes, il s'agit d'une contribution « douce », mais je crois qu'elle a de l'importance et qu'elle peut nous aider à lutter contre la corruption et l'influence chinoise dans les îles du Pacifique.

L'hon. Michael Chong: Cela devrait-il être la priorité de notre politique en matière d'aide étrangère dans la région?

Stephen R. Nagy: En fin de compte, le Canada dispose de ressources limitées, monsieur Chong. En ce sens, nous pourrions envisager d'externaliser certaines de ces activités vers des pays plus proches des îles du Pacifique, principalement l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Nous pourrions leur apporter notre aide. Compte tenu de l'immensité de la région indo-pacifique, il existe des partenaires prioritaires avec lesquels nous devons développer nos relations, tels que le Japon, la Corée du Sud, l'Indonésie et le Vietnam. Nous devons peut-être faire des choix quant à l'affectation de nos ressources. Notre pays est lui-même confronté à d'énormes défis financiers. Nous devons faire des choix tout en cherchant à dynamiser notre politique indo-pacifique.

Bien que je considère qu'il s'agit d'une initiative importante, je suis une fois de plus favorable à la sélection de partenaires prioritaires suffisamment importants pour donner un élan à l'engagement continu du Canada dans la région indo-pacifique.

L'hon. Michael Chong: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup.

C'est maintenant au tour du député Rob Oliphant. Monsieur Oliphant, vous avez six minutes.

L'hon. Robert Oliphant: Merci, monsieur le président.

Il y a trois questions que je souhaite aborder avec les témoins.

La première concerne le Pacifique Nord, en particulier le Japon et la Corée du Sud en tant que partenaires stratégiques. La deuxième porte sur les leçons tirées de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Pour la troisième, j'insisterai un peu plus sur les îles du Pacifique en tant que zone d'intérêt réel.

En ce qui concerne le Pacifique Nord, professeur Nagy, vous êtes au Japon. Vous y avez fait carrière. Pouvez-vous nous parler un peu de la position du Japon à l'égard du Canada? Nous avons récemment eu des visites de figures importantes. Le Japon a un gouvernement relativement nouveau. Comment voyez-vous l'évolution des relations bilatérales entre le Canada et le Japon au cours des prochaines années?

• (1705)

Stephen R. Nagy: C'est une excellente question.

Pour ce qui est de la façon de relever les défis dans cette région, en particulier face à la Chine, et de gérer l'engagement, je considère le Japon comme étant le canari dans la mine. Cela est aussi vrai pour ce qui est d'édifier la résilience dans les relations et de renforcer la dissuasion. Parallèlement, c'est le Japon qui applique les politiques les plus nuancées à l'égard de l'Asie du Sud-Est.

Les relations Canada-Japon offrent au Canada des occasions bien concrètes d'apprendre du Japon. Nous pouvons créer des synergies dans nos politiques concernant nos relations bilatérales avec les pays de l'Asie du Sud-Est, mais aussi par l'intermédiaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, ou ANASE.

En Asie du Sud-Est, une approche pays par pays est importante, mais nous devons reconnaître que l'ANASE agit comme un tout. Si nous voulons être crédibles, nous devons reconnaître la place centrale que l'ANASE occupe dans la région.

Le Japon a particulièrement bien réussi cela, et il y parvient par des moyens non coercitifs: construction d'infrastructures, connectivité, investissements commerciaux et accords commerciaux. C'est une très bonne référence pour notre engagement dans la région.

Je suis allé à la rencontre de la Chine. Avec elle, la relation n'est pas à somme nulle. Les Chinois s'investissent. Ils ont un accord commercial de 300 milliards de dollars chaque année. De façon générale, c'est équilibré. Ils connaissent eux aussi d'énormes difficul-

tés, mais ils sont assez avisés pour essayer de trouver un équilibre. Nous pouvons tirer des enseignements de la façon dont le Japon gère la situation.

À quoi doit-on s'attendre pour les quatre ou cinq prochaines années? Je constate une stabilité dans le système politique japonais. Je constate qu'ils sont disposés à investir dans la défense, dans la résilience et auprès de partenaires qui souhaitent établir des liens solides. La sécurité énergétique et la sécurité des minéraux critiques vont constituer des domaines de premier plan où le Canada et le Japon pourront créer des synergies. Notre gouvernement s'y emploie déjà, mais nous pouvons faire beaucoup plus en ce qui concerne le Japon et le Canada.

Monsieur Oliphant, il serait trop simpliste...

L'hon. Robert Oliphant: Je voudrais insister un peu sur...

Stephen R. Nagy: Puis-je finir?

L'hon. Robert Oliphant: Non, c'est mon temps de parole.

Je voudrais également insister un peu sur la Corée du Sud.

Stephen R. Nagy: Bien sûr.

L'hon. Robert Oliphant: Seuls le Canada et la Corée du Sud ont réellement identifié le Pacifique Nord comme étant une zone. Quelle incidence cela peut-il avoir sur l'approche régionale?

Stephen R. Nagy: Je suis heureux que vous évoquiez la Corée du Sud, car lorsque l'on réfléchit à la sécurité énergétique et aux minéraux critiques, le Japon ne sera pas notre seul partenaire. Nous devons également travailler avec la Corée du Sud.

En ce qui concerne le Pacifique Nord, je dois souligner que cette terminologie n'est pas vraiment reconnue à l'extérieur de la région. Lorsque j'ai lu cela pour la première fois dans la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, je ne savais pas exactement de quoi il s'agissait. Je travaille avec de nombreuses personnes à Affaires mondiales Canada et au ministère de la Défense. Je comprends qu'ils souhaitent faire le lien avec l'Arctique, mais ce n'est pas une terminologie couramment utilisée dans la région. Si nous voulons que le Canada apporte une plus grande contribution dans cette région et qu'il soit pris au sérieux, nous devons employer les termes qui sont utilisés dans la région. Cela signifie que nous devrions parler de l'Asie du Nord-Est plutôt que du Pacifique Nord.

Cela étant dit, la Corée du Sud partage de nombreux intérêts nationaux avec le Canada. Plus important encore, elle partage des valeurs avec le Canada. C'est un partenaire évident pour nous aider à dialoguer avec la Chine, les pays de l'Asie du Sud-Est et la région dans son ensemble.

L'hon. Robert Oliphant: Pour en venir un instant à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, ce qui me préoccupe concernant les îles du Pacifique Sud, c'est que si l'on exclut la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui compte 10 millions d'habitants, et les îles Fidji, il ne reste plus qu'un certain nombre de pays comptant 20 000 ou 25 000 habitants. En quoi cela peut-il avoir une incidence sur notre travail en Corée du Sud, au Japon, voire en Chine, en Indonésie et en Malaisie? Je me demande si Mme Paskal pourrait nous expliquer d'où vient cette idée. Nous avons déjà des liens avec le Commonwealth, vous proposez donc d'écarter Canberra, mais nous sommes profondément liés à eux par le truchement du Commonwealth. Notre instinct communautaire devrait prévaloir. Nous ne sommes pas américains, mais bien Canadiens, d'où l'importance du Commonwealth.

Cleo Paskal: Bien sûr, le Commonwealth est important, mais il faut aller à la rencontre des gens là où ils se trouvent. Interagiriez-vous avec le Vietnam par l'intermédiaire de Canberra? Ces pays ne font pas partie du reste du Pacifique.

En ce qui concerne l'Australie et le rapport qualité-prix que l'on obtient dans le Pacifique, si nous nous engageons avec le Japon, nous pourrions au mieux devenir le huitième ou le neuvième partenaire commercial le plus important du Japon. Si vous êtes dans le Pacifique, qui coûte beaucoup moins cher et revêt une importance stratégique majeure, vous pouvez servir de point de contact pour d'autres acteurs qui souhaitent s'implanter et comprendre le Pacifique, y compris l'Union européenne. Par exemple, il y a des régions où l'on parle français — comme la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française —, et où le profil bilingue du Canada pourrait apporter une valeur ajoutée particulière.

La Nouvelle-Calédonie connaît de nombreux problèmes. Elle détient 20 % des réserves mondiales de nickel. Pour jauger l'importance de ces endroits, je ne me baserais pas sur la taille des populations. Cent mille Américains sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale en raison de l'importance stratégique de ces lieux. Nous nous intéressons à l'exploitation minière en eaux profondes. Si l'on ne considère que les ressources, par exemple, on retrouve des situations comme, encore une fois, celle de la Nouvelle-Calédonie.

• (1710)

[Français]

C'est tellement important pour la stabilité de la région du Pacifique Sud.

[Traduction]

Avec tout le respect que je dois à mes amis australiens, ils ont tellement tout gâché que nous devons maintenant examiner la situation. Dans de nombreux cas, en particulier dans le Pacifique Sud, la corruption des dirigeants des îles du Pacifique est blanchie par l'intermédiaire des banques australiennes et du marché immobilier australien. Du reste, les Australiens ne font jamais ce que les États-Unis viennent de faire en désignant des partenaires illégaux.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

[Français]

Vous avez la parole pour six minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe: Vraiment, madame Paskal, c'était une réponse extraordinaire à une question qui ne demandait pas une réponse de la sorte. Je vous en félicite.

Madame Paskal, nous n'avons pas encore parlé des îles Salomon. Je pense que c'est quand même important d'en parler puisque, manifestement, il y a eu une intervention de la Chine sur ce territoire, qui est stratégique aussi.

Pouvez-vous nous brosser le portrait de ce qui se passe là-bas?

Cleo Paskal: Je crois que vous avez rencontré M. Daniel Suidani. Son cas est vraiment triste.

[Traduction]

Je vais expliquer cela en anglais, car c'est quelque chose d'un peu émouvant qui me brise le cœur.

M. Suidani était premier ministre de la province de Malaita lorsque les îles Salomon sont passées de Taïwan à la Chine. Il faut

savoir que la façon dont la Chine opère dans les îles du Pacifique est comme une version miniature de sa façon de procéder à l'échelle mondiale. Cela aide vraiment à comprendre les mécanismes utilisés par la Chine.

En 2019, lorsque les îles Salomon sont passées de la reconnaissance de Taïwan à celle de la Chine, M. Suidani a pris la défense de son peuple et a déclaré qu'il ne voulait pas que des entreprises chinoises opèrent dans sa province. Résultat: ils l'ont pris pour cible. Il est venu aux États-Unis pour tenter de faire comprendre la situation. Il est également venu au Canada et a rencontré des députés comme vous.

Je ne sais pas si vous savez ce qui lui est arrivé. Ils l'ont traqué par le truchement de poursuites judiciaires. Il est tombé gravement malade. C'était l'été dernier. Il a souffert d'une insuffisance rénale et a été hospitalisé à Honiara. La seule machine de dialyse de cet hôpital avait été offerte par la Chine. La personne qui décidait de l'identité de ceux qui recevaient le traitement était un Chinois relevant de l'ambassade. Daniel Suidani n'a donc pas reçu les soins dont il avait besoin et il est décédé.

Nous constatons de plus en plus, dans l'ensemble des îles du Pacifique, que la Chine utilise les soins médicaux pour exporter son système de crédit social et ainsi avoir un ascendant sur les populations locales.

[Français]

Je vous remercie énormément d'avoir mentionné M. Daniel Suidani et la lutte qu'il a menée et qui, je l'espère, va continuer.

Alexis Brunelle-Duceppe: Vous avez parlé de l'espace diplomatique que le Canada devrait occuper dans la zone indo-pacifique. Rien n'est confirmé, mais il y a des rumeurs de couloirs selon lesquelles, en raison des coupes actuelles dans différents ministères, dont Affaires mondiales Canada, certains endroits seraient fermés sur la scène diplomatique mondiale par le Canada. Il y a deux endroits qui reviennent souvent: Auckland, en Nouvelle-Zélande, et Osaka, au Japon. Je parle des consulats.

Dans le contexte de la stratégie pour l'Indo-Pacifique, ne serait-ce pas là une perte considérable si on fermait ces deux consulats? Si vous pensez ça, j'aimerais savoir pourquoi.

Cleo Paskal: Je ne vais jamais dire de fermer un endroit. Cependant, dans le cadre du Groupe des cinq, je me demande ce qu'on fait vraiment à Auckland. Si ce n'est pas une zone stratégique en matière de protection des renseignements, je dirais que le consulat est moins important que celui d'Osaka.

[Traduction]

La guerre va se dérouler dans le centre et le nord du Pacifique. Autre élément concernant les îles Salomon: c'est là qu'a eu lieu la bataille de Guadalcanal, et les Chinois sont présentement en train de reconstruire. Ils participent à la mise en place d'infrastructures à Henderson Field, où de nombreux Américains ont trouvé la mort. Ils ont étudié la carte de la Seconde Guerre mondiale et sont en train de la reproduire.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Est-ce qu'il me reste du temps, monsieur le président?

• (1715)

[Traduction]

Le président: Oui. Il vous reste 2 minutes et 23 secondes.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Fantastique.

Monsieur Nagy, vous avez parlé des relations avec les États-Unis. Vous nous avez dit que, dans trois, quatre ou cinq ans, il y aurait des changements à la tête des différentes administrations. Je suis d'accord à 100 % avec vous. J'ai confiance dans les institutions démocratiques, judiciaires et légales des États-Unis.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que le parti communiste chinois, lui, sera probablement encore là dans 50 ans. Cela ne soulève-t-il pas des préoccupations assez importantes lorsqu'on voit les rapprochements diplomatiques et commerciaux qu'on fait avec la Chine présentement?

En ce qui concerne la relation qu'on a avec les États-Unis, ne devrait-on pas intégrer les États-Unis dans la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique?

Stephen R. Nagy: Je vous remercie de la question, monsieur Brunelle-Duceppe.

[Traduction]

C'est vraiment important. Vous avez raison. Le Parti communiste chinois sera là pendant les 20 ou 30 prochaines années, et nous devons élaborer une stratégie de plus grande portée qui tient compte de cela.

Quant aux États-Unis, nous avons constaté que leur puissance subit des fluctuations. Ils deviennent imprévisibles, mais en même temps, nous avons des liens géographiques, institutionnels, juridiques... N'oublions pas les millions de familles qui ont des liens aux États-Unis. Je continue de plaider pour l'absolue nécessité d'établir avec les États-Unis une relation fondée sur des mesures concrètes, qui nous permettra de traiter sérieusement les ingérences étrangères et la sécurité dans l'Arctique.

De plus, il est important pour nous de continuer à avoir une vision stratégique quant à la façon dont nous allons nous engager dans la région indo-pacifique avec les États-Unis comme partenaire clé, ce qui ne signifie pas que nous ayons la même politique qu'eux. Nous sommes Canadiens. Nous pouvons nous engager dans la région en fonction des intérêts canadiens, mais nous ne pourrions jamais avoir une politique efficace dans la région indo-pacifique sans entretenir des relations solides et profondes avec les États-Unis.

Nous devons garder à l'esprit que les pays de la région indo-pacifique, qu'il s'agisse de la Corée du Sud, du Japon ou des pays d'Asie du Sud-Est, se tournent vers le Canada, et qu'ils comprennent que nous sommes proches du marché nord-américain et des États-Unis. Nos deux pays partagent de nombreuses institutions et de nombreuses lois. Nous souscrivons à l'État de droit. Nous entretenons de solides partenariats d'État à État, et malgré les passages à vide dans nos relations actuelles, ces relations seront toujours là dans trois ou quatre ans.

Nous devons continuer à nous investir, et pas seulement à Washington. Les dirigeants canadiens doivent se rendre dans les 50 États pour établir des partenariats robustes qui défendent les intérêts du Canada. Certains dirigeants le font déjà, mais nous devons faire beaucoup plus, car les États-Unis ne vont pas disparaître, pas plus que notre relation géographique.

Merci, monsieur Brunelle-Duceppe, pour cette excellente question.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à la députée Kramp-Neuman.

Madame Kramp-Neuman, vous avez cinq minutes.

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci, madame Paskal et monsieur le professeur Nagy, pour votre expertise et vos observations aujourd'hui.

Je commencerai par une première question concernant la manière dont le gouvernement a présenté la mise à jour de la stratégie indo-pacifique comme une évolution plutôt que comme un nouveau document. Considérant l'évolution de la position du gouvernement vis-à-vis de la Chine et le poids considérable que ce pays exerce dans la région indo-pacifique, j'ai une première question pour Mme Paskal. Craignez-vous que cela ne marque un changement fondamental dans l'approche du Canada à l'égard de cette région?

Cleo Paskal: Vous souvenez-vous de l'ancienne émission de télévision et des anciennes publicités « Miss Cleo »? Concernant ce changement, je ne saurais dire. Tout ce que je peux faire, c'est me fier aux actions, et je soupçonne que l'une des raisons pour lesquelles elles ne sont peut-être pas... La stratégie indo-pacifique, lorsqu'elle a été dévoilée, était plutôt bonne, et elle a suscité beaucoup d'intérêt positif dans toute la région. Je présume que toute nouveauté serait quelque peu édulcorée et susciterait des critiques de la part de nombreux acteurs, alors du point de vue du gouvernement, pourquoi courir ce risque?

C'est tout ce que je peux dire. Je suis désolée.

Shelby Kramp-Neuman: C'est très bien.

Plus tôt cette année, j'ai eu le privilège de visiter Taïwan avec une délégation canadienne et de m'entretenir avec des dirigeants là-bas, car ils sont extrêmement préoccupés par la place de Taïwan dans la nouvelle stratégie indo-pacifique du gouvernement canadien, qui a clairement exprimé son intention de resserrer ses liens économiques avec la Chine.

Quel message cela envoie-t-il à nos alliés dans la région? Par ailleurs, quel message cela envoie-t-il lorsque deux députées ministérielles ont dû écourter leur visite à Taïwan pendant que nous y étions?

Cleo Paskal: Ce n'est pas bon, mais je ne surestimerais pas l'attention que les gens nous accordent.

En prévision de cette audience, j'ai demandé à des amis de toute la région — des Américains, des Indiens, etc. — ce qu'ils pensaient de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Mon collègue américain, qui était chargé de la planification pour l'Indo-Pacifique au camp Smith, à Hawaï, a dit: « C'est une question digne du jeu Quelques Arpents de Pièges. » Notre visibilité fait défaut, et c'est pourquoi il faut cibler des créneaux — la technologie de détection des navires clandestins est un bon exemple — ou des pays précis, comme ceux des îles du Pacifique, ou encore la promotion de la Francophonie... En repérant les endroits où nous pouvons nous démarquer, nous pourrions susciter davantage d'intérêt.

● (1720)

Shelby Kramp-Neuman: Croyez-vous que le gouvernement canadien court le risque de signaler à nos alliés de l'Indo-Pacifique que nous cédonons un pouvoir d'influence à Pékin? Qui plus est, y a-t-il des préoccupations en matière de sécurité économique intérieure si nous renforçons nos liens commerciaux avec la Chine?

Cleo Paskal: Oui, et je tiens également à souligner que le discours sur les États-Unis n'est généralement pas anodin. Des pays comme les Philippines prennent des risques considérables en adoptant des politiques de transparence radicale et d'autres initiatives de ce genre, et le fait d'entendre le Canada rabâcher... Le nouvel élément d'infrastructure économique stratégique que les États-Unis mettent en place aux Philippines sera essentiellement un territoire souverain américain à l'intérieur des Philippines pour la mise en œuvre de l'initiative Pax Silica et du projet en matière d'intelligence artificielle. Le Canada devrait y prendre part, mais la façon dont nous parlons de notre voisin — ce que nous avons évidemment le droit de faire — n'est pas nécessairement perçue comme nous le pensons par les États de première ligne.

Shelby Kramp-Neuman: Je comprends.

La stratégie elle-même reconnaît la Chine comme « une puissance [...] de plus en plus perturbatrice ». Êtes-vous d'accord là-dessus? Je m'interroge également sur un autre point. Est-ce que votre organisation, ou vous-même à titre personnel, avez été consultées dans le cadre de la refonte de la stratégie?

Cleo Paskal: Non, personne ne m'a consultée, sauf vous. Je tiens d'ailleurs à vous en remercier.

La façon dont vous procédez est exactement celle qu'il faudrait adopter pour la refonte.

Si je peux me permettre, j'aimerais aborder brièvement un autre sujet concernant les États-Unis. Un nouveau recensement aura lieu en 2030. Cela aura une incidence sur la répartition des sièges. Des États comme la Floride et le Texas obtiendront beaucoup plus de sièges. Lorsque vous établissez des prévisions sur l'évolution de la situation, il serait utile de comprendre comment le recensement influera sur la politique américaine en 2030, parce que la stratégie s'inscrit dans un horizon à long terme.

Shelby Kramp-Neuman: Ma dernière question s'adresse à M. Nagy.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez reconnu que, d'ici cinq ou six ans, il pourrait y avoir des changements de leadership en Russie, en Chine et aux États-Unis. Malgré les défis actuels, vous avez également souligné que nous sommes « forts chez nous ».

En effet, nous avons un lien géographique avec les États-Unis. Pour que nous puissions établir et maintenir la sécurité et la prospérité à long terme dans la région indo-pacifique... comment entre-prenez-vous cela? Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Le président: Veuillez répondre très brièvement, s'il vous plaît.

Stephen R. Nagy: Je crois qu'il faut miser sur nos avantages comparatifs, notamment la proximité géographique et l'accès au marché américain. Le fait que nos institutions respectives se recourent peut servir de porte d'entrée pour les pays de l'Indo-Pacifique, qui pourraient passer par le Canada pour investir tant chez nous qu'aux États-Unis. Nous devons continuer à jouer un rôle de liaison qui profite aux États-Unis, aux pays de l'Indo-Pacifique et, surtout, au Canada et à sa prospérité.

Le président: Je cède maintenant la parole à M. Steven Guilbeault, qui partagera son temps avec Mme O'Rourke, si j'ai bien compris.

Vous avez cinq minutes.

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Je remercie les témoins.

Comme je n'ai pas beaucoup de temps, je voudrais vous parler de la question des changements climatiques. Vous en avez parlé tous les deux. La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique en fait état également. C'est une question très importante dans cette région du monde, en raison des répercussions des changements climatiques, évidemment.

Nous arrivons à la fin du cycle de notre période de cinq ans d'investissements selon l'Accord de Paris sur la finance climatique. Nous avons financé des projets de développement et de renforcement des capacités ainsi que des partenariats entre des universités canadiennes et des centres de recherche dans cette région. Nous nous préparons à renouveler notre prochaine période d'engagement de cinq ans dans le cadre de la finance climatique.

Ma question s'adresse à la fois à vous, professeur Nagy, et à vous, madame Paskal. Quelles seraient vos recommandations au gouvernement canadien sur cette question?

[Traduction]

Stephen R. Nagy: Merci beaucoup, monsieur Guilbeault.

Les changements climatiques ne toucheront pas de la même manière les différentes régions de l'Indo-Pacifique.

Dans la région de la mer de Chine méridionale, le delta du Mékong sera probablement exposé à la salinisation. Cela aura une incidence sur la sécurité alimentaire de l'Asie du Sud-Est — notamment au Vietnam, au Cambodge et au Laos. On voit mal comment une telle situation ne pourrait pas entraîner une crise de réfugiés ou un climat d'instabilité.

Lorsque nous pensons aux investissements du Canada dans un endroit comme la mer de Chine méridionale et dans la lutte contre les changements climatiques, il y a bien sûr une approche mondiale, mais nous devons en fin de compte travailler avec des partenaires sur le terrain pour essayer de relever les défis auxquels ils font face à l'échelle nationale. Cela ne nécessite pas forcément de grandes dépenses. Il pourrait s'agir de quelque chose d'aussi simple que l'éducation ou le recours à des organisations non gouvernementales pour aider les collectivités locales à faire face aux problèmes environnementaux qui les concernent directement. Je pense qu'il existe de nombreuses façons d'agir.

En ce qui concerne les îles du Pacifique, ces pays pourraient ne plus exister dans 20 ou 30 ans. Bien sûr, cela aura une incidence non seulement sur leurs populations respectives, mais aussi sur le fonctionnement des Nations unies. Ces pays vont disparaître. Comment seront-ils touchés? Dans quelle mesure seront-ils vulnérables à la corruption? Comme Mme Paskal l'a mentionné, leur survie est en jeu, et cela les rendra vulnérables.

Lorsque nous pensons aux changements climatiques, il ne suffit pas de les envisager sous l'angle des émissions de carbone. Nous devons réfléchir à la manière dont nous pouvons changer ce qui se passe concrètement au sein de ces collectivités afin d'éviter que les changements climatiques nuisent gravement à ces pays et entraînent éventuellement leur disparition.

Il y a beaucoup de mesures que le Canada peut prendre. Toutefois, au bout du compte, si nous nuisons à notre propre économie au nom de la lutte contre les changements climatiques, ce serait probablement une stratégie malavisée. Nous devons trouver le bon équilibre, car tout repose là-dessus. Comment pouvons-nous être prospères, tout en faisant face aux changements climatiques à court, à moyen et à long terme?

Je vous remercie de cette question très réfléchie.

• (1725)

Le président: Allez-y, madame O'Rourke.

Dominique O'Rourke: Merci, monsieur le président.

Monsieur Nagy, j'ai une brève question à vous poser.

Le Canada signe de plus en plus d'accords commerciaux dans la région indo-pacifique, y compris avec l'Indonésie, qui est la quatrième économie du monde. Notre pays a également conclu un partenariat pour l'énergie propre et un protocole d'entente sur la sécurité de l'intelligence artificielle avec l'Australie, pour ne nommer que ceux-là.

Notre premier ministre a pris des mesures très...

Stephen R. Nagy: Je suis désolé, mais je n'entends pas Mme O'Rourke. Y a-t-il un problème de son de mon côté ou du vôtre?

Dominique O'Rourke: Le micro est allumé.

M'entendez-vous maintenant?

Stephen R. Nagy: Oui, je vous entends maintenant. Je suis désolé.

Dominique O'Rourke: D'accord. Merci.

Comme vous le savez, notre premier ministre a pris des mesures très dynamiques pour signer des accords commerciaux à l'échelle mondiale, y compris un partenariat économique complet avec l'Indonésie, et nous avons conclu un partenariat pour l'énergie propre et un protocole d'entente sur la sécurité de l'intelligence artificielle avec l'Australie. Compte tenu de tous ces partenariats en matière de commerce et de défense dans la région, ces mesures correspondent-elles, en gros, à ce que vous préconisiez en 2022 lors de votre apparition devant le comité sur les relations sino-canadiennes?

Stephen R. Nagy: Lorsque je pense à la façon dont notre nouveau premier ministre — qui ne l'est plus tant que cela — s'engage dans la région indo-pacifique, je ne peux m'empêcher de constater qu'il apporte dignité, discernement et compétence technocratique à la fonction de premier ministre.

Cela dit, alors que nous envisageons de diversifier nos échanges commerciaux vers l'Inde et l'Indonésie et de bâtir des partenariats en matière de qualité de l'air avec l'Australie, ces initiatives constituent-elles la meilleure utilisation de nos avantages comparatifs pour relever les véritables défis dans la région? À mon avis, le véritable défi demeure, encore une fois, la volonté de la Chine d'établir ce que nous appelons une hégémonie régionale, c'est-à-dire de dominer et de remodeler la région. Si celle-ci est restructurée selon des règles favorisant la Chine, cela nuira évidemment aux intérêts du Canada.

En observant le premier ministre, je pense que le rapprochement avec la Chine doit se faire de façon réfléchie. Comme le premier ministre le dit, il faut mettre en place des balises rigoureuses. Nous devons être très réalistes quant à la volonté de la Chine de recourir à la force contre Taïwan, ce qui perturberait fondamentalement

l'économie mondiale, et quant à son ambition de dominer ce que nous appelons l'Indo-Pacifique. Cela aurait des répercussions majeures sur les accords commerciaux, la réglementation de l'intelligence artificielle et la façon dont nous utilisons les voies de communication maritimes.

En l'occurrence, les priorités du premier ministre devraient être axées sur la compréhension de ces enjeux et l'établissement de relations au moyen d'accords sur le commerce, l'énergie, les minéraux critiques, la sécurité et la désinformation, qui permettent de s'attaquer réellement à ces problèmes. Telles sont, à mon avis, les priorités pour le Canada et ses intérêts.

• (1730)

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

Vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur Nagy, j'ai posé la question suivante au groupe précédent de témoins, et je voudrais aussi entendre votre avis là-dessus.

Tout le monde parle d'une possible offensive militaire chinoise, surtout après les différentes exactions qui ont eu lieu au sein de la Commission militaire centrale, où Xi Jinping a fait le ménage.

Il y a manifestement des enjeux. Si Pékin met la main sur la production de 90 % des meilleurs semi-conducteurs au monde, ça veut dire qu'elle aura le contrôle de l'intelligence artificielle, entre autres, sans compter le fait que, de notre côté, nous n'aurons plus accès à ces produits.

À quel point devrait-il être central, dans la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, de garder ça à l'esprit? À quel point la défense de Taïwan et de son environnement démocratique est-elle importante pour la suite des choses en ce qui concerne le Canada et le Québec?

Stephen R. Nagy: Merci de votre question. C'est super.

[Traduction]

En ce qui concerne Taïwan, j'aimerais mettre les choses en perspective afin que nous puissions bien comprendre la situation.

Un conflit dans le détroit de Taïwan causerait des dommages de 10 à 15 billions de dollars américains à l'économie mondiale. Un tel conflit dévasterait les réseaux de production en Chine. Il aurait d'énormes répercussions négatives sur l'Asie du Sud-Est et l'Inde. Les principaux fournisseurs d'investissements étrangers directs en Asie du Sud-Est et en Inde sont Taïwan, la Chine et le Japon — des économies qui seraient gravement touchées.

C'est sans compter, comme vous l'avez dit, les dommages causés aux chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs, ainsi que le contrôle de la première chaîne d'îles, ce qui permettrait essentiellement à la Chine de déployer des sous-marins le long des tranchées, empêchant ainsi les États-Unis, le Canada et tout autre pays d'accéder à la région indo-pacifique pour veiller à ce que ces voies maritimes soient ouvertes au commerce et à l'énergie. Il s'agit donc d'une priorité, mais pendant que le Canada réfléchit à la question de Taïwan, nous devrions continuer à y investir comme dans un bien public international.

Il faut éviter la question d'« une seule Chine ». Le sort de Taïwan concerne le Canada, l'Allemagne, les Palaos — bref, tous les pays de la planète. Nous devons mobiliser nos ressources diplomatiques dans cette optique pour établir des alliances et des partenariats qui ont une vision commune de Taïwan en tant que bien public international.

Nous souhaitons également que Taïwan connaisse la paix et la stabilité, et nous voulons nous assurer que son avenir est déterminé par le peuple taïwanais lui-même. Je tiens à le répéter: évitons de parler de Taïwan en adoptant le discours de la Chine. Parlons-en selon notre propre vision et, à mon avis, cela signifie qu'il faut considérer Taïwan comme un bien public international. Nous devrions y investir nos ressources, comme nous le faisons pour la Grande Barrière de corail ou d'autres biens publics internationaux.

Je vous remercie beaucoup de la question.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci aux témoins.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Madame Paskal, aimeriez-vous faire quelques observations en guise de conclusion? Nous vous avons oubliée à deux reprises.

Cleo Paskal: Rapidement, on parle beaucoup des organisations multilatérales, mais il faut être conscient de la manière dont la Chine a su les instrumentaliser avec succès. C'est notamment le cas de la Banque asiatique de développement et de la Banque mondiale. Lorsqu'il est question de projets d'infrastructure dans des endroits comme les îles du Pacifique, vous verrez souvent que la Chine remporte les appels d'offres, mais en réalité, elle s'en sert pour subventionner l'initiative La Ceinture et la Route, que j'aime qualifier d'« initiative de corruption et de répression », parce que c'est effectivement ce qui se passe.

Avant de s'engager pleinement dans les organisations multilatérales, il est utile de faire une analyse des risques pour savoir exactement dans quelle mesure elles ont été influencées par la Chine, afin de s'assurer que le Canada ne finance pas, en réalité, des opérations chinoises.

Le président: Merci beaucoup de vos observations.

Je remercie les deux témoins de leurs déclarations, de leur présence et de leurs témoignages.

Chers collègues, notre prochaine réunion aura lieu jeudi, et nous recevrons l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, M. Mark Wiseman.

Oui, monsieur Brunelle-Duceppe.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: J'ai seulement une petite question.

Tout d'abord, j'aimerais remercier les témoins. Le groupe était extraordinaire.

Monsieur le président, M. Wiseman sera-t-il présent en personne ou par visioconférence?

[Traduction]

Le président: Il sera ici en personne.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: C'est parfait. Merci.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Plaît-il au Comité de lever la séance?

Des députés: D'accord.

Le président: La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>